Session 2014

Recueil de sujets inter académiques pour les oraux

du second groupe d'épreuves de

Sciences économiques et sociales

Enseignement obligatoire et de spécialité

ÉCONOMIE APPROFONDIE

Coefficient 9

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Quelle est la pertinence du PIB comme indicateur économique ?

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire

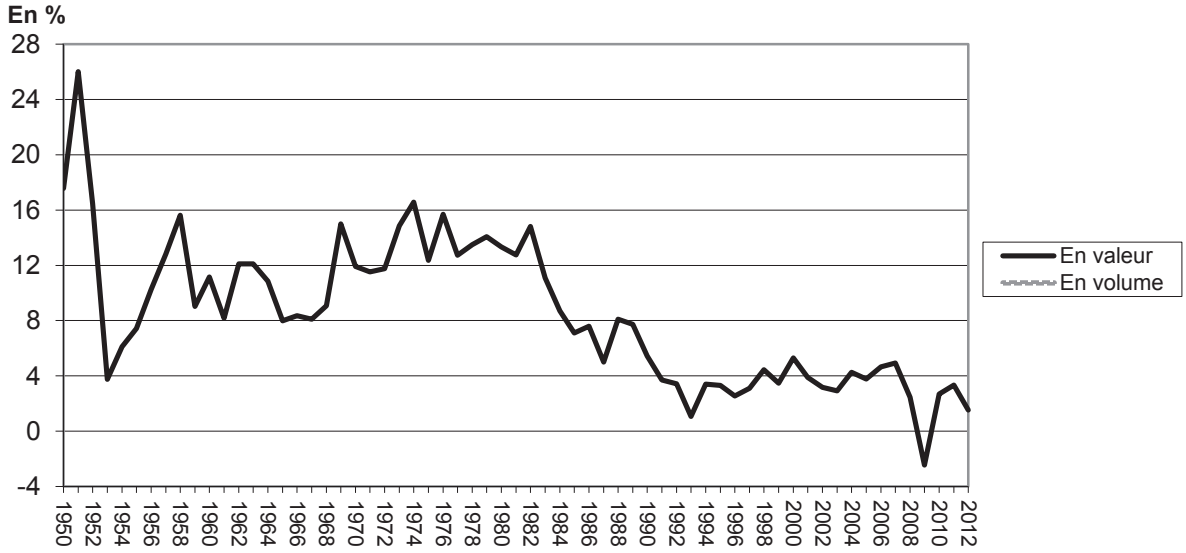
1. Que représente l'écart entre l'évolution du PIB en valeur et celle du PIB en volume ? (document 1) (3 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. Qu'est-ce que l'intermédiation financière ? (3 points)
3. Quelles sont les différences entre un régime de retraite par répartition et un régime de retraite par capitalisation ? (4 points)

Document 1

Evolution (en %) du PIB de la France



Source : INSEE

Document 2

Le PIB englobe l'ensemble des biens finaux de l'économie, qu'ils soient consommés par les ménages, par les entreprises ou par l'État. Les évaluer au moyen de leurs prix semblerait donc être un bon moyen de rendre compte sous la forme d'un chiffre unique du degré d'aisance d'une société à un moment donné. En outre, fixer les prix à un niveau donné tout en observant comment évoluent dans le temps les quantités de biens et de services qui constituent le PIB peut sembler rationnel pour établir un état de l'évolution des niveaux de vie d'une société en termes réels.

Dans la réalité, les choses sont plus complexes. En premier lieu, certains biens ou services peuvent ne pas avoir de prix (par exemple, si une assurance-maladie est offerte gratuitement par l'État ou encore dans le cas des soins dispensés aux enfants par leurs parents), ce qui pose la question du mode d'évaluation de ces services. Ensuite, […] lorsque la consommation ou la production de certains produits concerne l'ensemble de la société, le prix payé par les individus en échange de ces produits est différent de leur valeur aux yeux de la société. Les atteintes à l'environnement causées par les activités de production ou de consommation et non reflétées par les prix du marché en offrent un exemple bien connu.

Source : J.Stiglitz, A.Sen, J.-P.Fitoussi, *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, 2009.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie (Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Vous montrerez comment la théorie économique explique la croissance.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

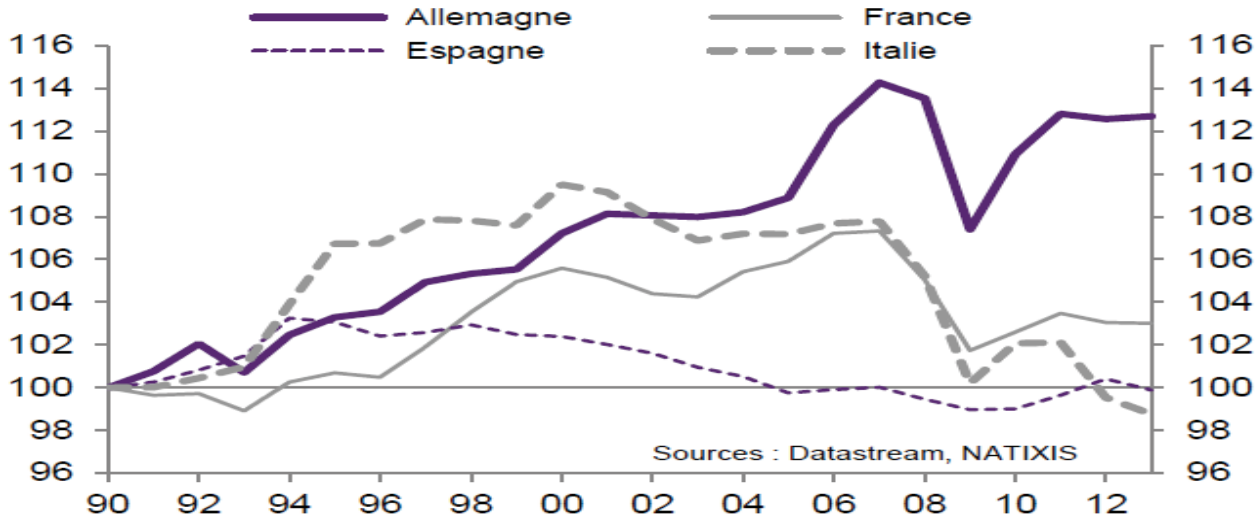
Question complémentaire de savoir-faire

1. Comparez l'évolution de la productivité globale des facteurs en Allemagne et en France entre 1990 et 2012 (document 1). (4 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. Différenciez le régime de retraite par répartition du régime de retraite par capitalisation. (3 points)
3. Qu'est-ce que l'aléa moral ? (3 points)

Document 1 : Évolution de la productivité globale des facteurs *(base 100 en 1990)*



Source : Natixis, *Flash Economie,* n° 610, 5 Septembre 2013.

Document 2

La croissance résulte de l'augmentation continue des facteurs accumulables. Pour les économistes classiques (Smith, Ricardo et Marx) l'accumulation des biens d'équipement apparaît comme le principal facteur de croissance. Le premier modèle de croissance néo-classique, proposé par Robert Solow en 1956, s'inscrivait également dans cette logique. L'amélioration continue de la qualité des biens d'équipement, sous le jeu du progrès technique, traduit un autre type d'accumulation, centrée sur les connaissances. Joseph Schumpeter dans les années 1920 et, depuis la fin des années 1980, les théoriciens de la croissance endogène, en particulier Paul Romer, ont particulièrement souligné l'importance de cette dimension dans le processus de croissance. Enfin, la qualité moyenne d'une heure travaillée évolue aussi dans le temps grâce à l'amélioration de la formation des travailleurs (éducation générale et formation professionnelle). Le capital humain désigne, à cet effet, l'ensemble des capacités productives d'un individu, incluant ses connaissances générales et spécifiques, et constitue un autre facteur de production accumulable, dont Robert Lucas, en 1988, a montré le rôle.

Source : J.- O.HAIRAULT, « Macroéconomie, Croissance économique », *Encyclopædia Universalis*, 2014.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ
Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous montrerez comment le progrès technique favorise la croissance économique.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire

1. Faites une phrase avec les deux données soulignées (Document 1). (4 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. Comment a évolué l'intermédiation financière depuis les années 1990 ? (3 points)
3. Pourquoi la politique de concurrence lutte-t-elle contre les cartels de producteurs ? (3 points)

Document 1

Décomposition de la croissance attendue entre 2008 et 2016

	États-Unis	France	Allemagne	Italie	Royaume-Uni	Japon	Chine
PIB *(Taux de variation annuel moyen, en %)*	2,5	**1,4**	1,6	2	2	1,5	5,3
Travail	0,5	0,3	-0,1	0,3	0,3	-0,5	0,3
Capital	1,5	0,6	1,1	1,3	1,1	1,2	3,4
Productivité totale des facteurs	0,5	**0,5**	0,6	0,5	0,6	0,7	1,6

Source : d'après The conference board, 2012.

Document 2

La pêche est une industrie essentielle en Inde du Sud. Les pêcheurs de sardines ramènent leur pêche sur les marchés de gros qui se tiennent sur les plages entre 5 heures et 8 heures du matin. Avant l'introduction du téléphone mobile, ils devaient décider auparavant sur quelle plage débarquer. Changer de plage si la demande n'y était pas élevée ce matin-là ou si la concurrence était trop vive n'était pas possible.
D'une plage à l'autre, les conditions pouvaient énormément varier dans une même journée, les pêcheurs vendant au rabais ou jetant le poisson sur une plage pendant que le prix s'envolait et que des acheteurs partaient les mains vides à 10 kilomètres de là. Entre 1997 et 2001, des tours de transmission de téléphone ont été installées. […] Les pêcheurs peuvent donc utiliser le téléphone pour vendre leur pêche aux acheteurs potentiels avant de débarquer. Ils peuvent fixer le prix avant de rentrer, et choisir avec l'acheteur où la marchandise doit être livrée. Tous les vendeurs ont maintenant accès à tous les acheteurs, et vice versa. Cela leur permet de se coordonner, évitant les situations où l'offre est excessive sur un marché et insuffisante sur un autre.

Source : Esther DUFLO, *Libération*, 2 octobre 2006.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITE « Economie approfondie »
(coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Le PIB est-il un indicateur satisfaisant pour mesurer la croissance économique ?

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire

1. Vous comparerez les évolutions de l'activité économique dans les différentes zones géographiques. (4 points). (document 1)

Questions complémentaires de connaissances

2. Présentez la théorie du cycle de vie. (3 points)
3. Qu'est-ce qu'un comportement mimétique ? (3 points)

Document 1

Croissance annuelle du PIB en volume entre 1999 et 2012 (en %)

	Moyenne annuelle 1999-2008	2009	2010	2011	2012 (prévisions)
Monde	3,8	-1.2	5,0	3,8	3,4
Etats-Unis	2,5	-3,5	3,0	1,7	2,0
Zone Euro	2,1	-4,2	1,8	1,6	0,2
Japon	1,2	-6,3	4,1	-0,3	2,0

Source : *Perspectives économiques de l' OCDE,* n°90, 2011.

Document 2

Le PIB est [aussi] la clé de voûte d'un système de comptabilité nationale, qui offre une représentation cohérente de l'économie, en permettant d'agréger une multitude d'activités de nature très diverse par le biais des conventions monétaires. […]
Le PIB n'en est pas moins une mesure extrêmement partielle. Par définition, tout ce qui n'a pas de prix (ou de coût) lui échappe : le travail ménager, les soins prodigués aux proches, les activités bénévoles et citoyennes, mais aussi un air pur, une belle forêt, une mer poissonneuse, un climat clément. Le PIB ignore ce qui est produit par du travail non rémunéré, il ne tient pas plus compte des services rendus par l'environnement que des ponctions irrémédiables que la production de richesses monétaires opère sur le stock de richesses naturelles.
Du fait de ces imperfections, il inclut toutes sortes de dépenses qui ont certes une valeur monétaire, mais dont l'utilité sociale est contestable : ainsi, en termes de PIB, produire des 4x4 est nettement plus avantageux que produire des vélos, même si les premiers polluent l'air et encombrent la chaussée des villes.

Source : Sandra Moatti *Alternatives Economiques Hors-série* n° 084 - février 2010

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Economie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Vous expliquerez le rôle de la demande dans les mécanismes cumulatifs conduisant à la déflation et à la dépression économique.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire

1. Présentez les deux données entourées (3 points) (document 1)

Questions complémentaires de connaissances

2. Présentez la théorie du cycle de vie. (4 points).
3. Illustrez l'abus de position dominante. (3 points)

Document 1

Indicateurs de conjoncture pour l'année 2012

(en %)	*Hausse de l'indice des prix*	*Taux d'intérêt à long terme*	*Croissance du PIB en volume*
Allemagne	2,14	1,5	0,69
États-Unis	2,07	1,8	2,78
France	2,22	2,54	0,01
Italie	3,3	5,49	-2,53
Royaume-Uni	2,82	1,91	0,25

Source : OCDE

Document 2

La crise de 1929-30 se transforme en grande dépression du fait des crises bancaires qui ébranlent l'ensemble de l'économie américaine à partir de la fin de 1930. Des milliers de banques font faillite [en raison de pertes suite à la crise financière, de faillite de débiteurs qui ne remboursent pas leurs dettes et d'un mouvement de retrait de dépôts des clients]. […] Qui dit disparition des banques dit recul du crédit d'où difficultés des entreprises pour financer leurs investissements, donc baisse accrue des prix (pour obtenir des liquidités à tout prix), licenciements (pour éviter de payer des salaires), chute de la production et du pouvoir d'achat, et donc aggravation de la crise. La chute de la valeur des actifs [actions, obligations et actifs immobiliers] conduit à une restriction brutale du crédit bancaire. […] La puissance de ce mécanisme de « déflation par la dette » tient à son caractère cumulatif dans la mesure où la destruction du système bancaire rend le crédit inaccessible aux entreprises, qui pour retrouver de la liquidité licencient et baissent leurs prix ; cela accroit la baisse des prix générale, qui empire les difficultés des firmes endettées, multiplie les faillites, qui empire en retour la situation des banques.

Source : P-C. HAUTCOEUR, La crise de 1929, Repères, La Découverte

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie (Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Comment expliquer les fluctuations économiques ?

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

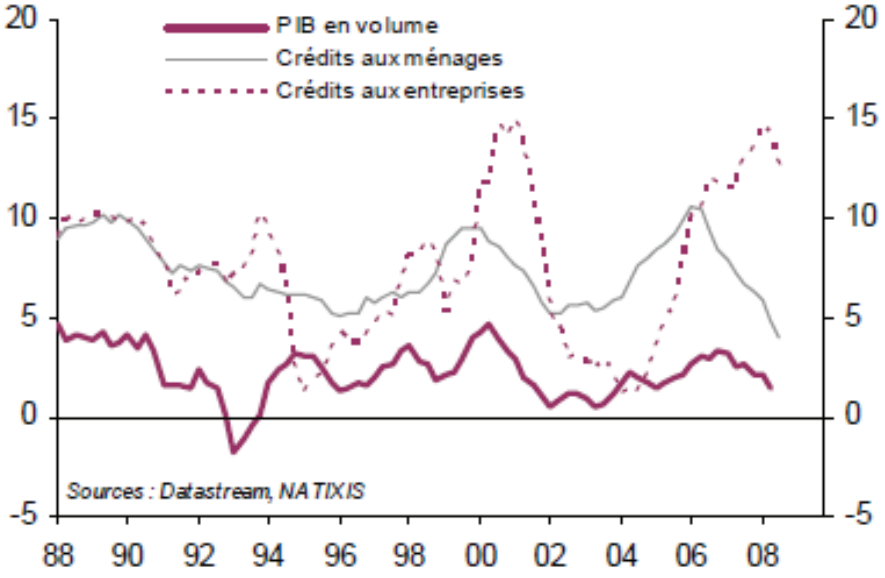
Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Faites une phrase avec chacune des données en 2008 permettant d'en comprendre le sens (document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. Qu'est-ce que la sélection adverse ? (3 points).
3. Présentez deux types de barrières à l'entrée sur un marché. (4 points)

Document 1 : Zone euro : croissance et crédits (Glissement annuel en%)



Source : « Les banques amplifient-elles les cycles ? », *Flash Economie*, n°504, Natixis, 6 novembre 2008.

Document 2

Le tremblement de terre d'une magnitude de 8,9 sur l'échelle de Richter, survenu le 11 mars 2011 au large des côtes Nord-Est de l'île de Honshu au Japon […], est considéré comme le plus important jamais enregistré dans l'histoire du pays. Ce séisme a été suivi d'un tsunami qui a ravagé les côtes de la région du Tohoku et d'un accident dans la centrale nucléaire de Fukushima. [...] Au-delà de ses dramatiques conséquences humaines, la catastrophe a fortement pesé sur l'activité économique, via trois canaux : d'abord, l'arrêt de nombreux sites de production dans la zone victime du séisme, notamment dans le secteur automobile, a instantanément fait chuter la production ; ensuite, les coupures d'électricité liées à l'arrêt de 11 centrales nucléaires ont paralysé une partie de l'activité dans la zone du Kantô (la plus productive [...] du pays) ; enfin, le déficit de biens intermédiaires en provenance de la région sinistrée et du Kantô a affecté [la] production dans l'ensemble du pays.

À la suite du séisme, l'ensemble des indicateurs font part d'une nette dégradation de l'activité : la production industrielle s'est contractée de 15,8 % en mars 2011 par rapport à février, les exportations et la consommation en volume ont baissé de 8,1 % et de 4,7 % respectivement.

Source : Raul SAMPOGNARO, Michaël SICSIC, *Lettre TRÉSOR-ÉCO*, n° 100, Avril 2012.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Comment expliquer les fluctuations économiques ?

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire

1. Faites une phrase avec chacune des données entourées (document1) (3 points).

Questions complémentaires de connaissances

2. Quelles stratégies les entreprises adoptent-elles pour obtenir un pouvoir de marché ? (4 points).
3. Qu'est-ce que l'aléa moral ? (3 points).

Document 1 : PIB, chômage, déficit public et dette publique

	Croissance du PIB réel (% de variation par rapport à la période précédente)		**Taux de chômage** (en %)	
	2009	**2011**	**2009**	**2011**
France	***- 3,1***	1,7	9,2	9,3
Allemagne	- 5,1	3,1	7,8	6,0
Grèce	- 3,1	- 7,1	9,6	17,9
Espagne	- 3,7	0,4	18,1	**21,8**
Royaume-Uni	- 4,0	0,9	7,8	8,0
États-Unis	- 3,1	1,8	9,4	9,1

Source : Perspectives économiques de l'OCDE (base de données)

Document 2

Après la récession de 2008-2009 qui a frappé les économies développées et par contrecoup les économies émergentes, l'activité mondiale a rebondi en 2010. Les plans de relance massifs ont enrayé la spirale dépressive et ont permis le redémarrage de l'économie. Après l'effondrement des échanges fin 2008, le commerce mondial a repris de la vigueur et dépasse désormais le niveau de son pic précédent. […] L'embellie est cependant insuffisante et la situation des pays développés reste précaire. Les économies portent encore les stigmates de la récession avec un taux de chômage qui s'est au mieux stabilisé et des déficits publics creusés par […] les plans de relance. Ce sont aujourd'hui les difficultés budgétaires qui sont à l'origine d'une nouvelle phase de la crise. […]

Source : « Retour en enfer ? Perspectives 2011-2012 pour l'économie mondiale » lettre de l'OFCE, octobre 2011.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Comment les variations de la demande globale peuvent-elles expliquer l'instabilité de la croissance ?

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire

1. Montrez que la Chine a choisi une politique d'ouverture économique (document 1). (4 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. Présentez la notion de cycle de vie. (3 points)
3. Montrez que dans certaines circonstances une entreprise peut être « faiseuse de prix ». (3 points)

Document 1

L'ouverture économique de la Chine, un choc de demande positif pour le pays

	1988	1992	1996	2000	2004	2008
Evolution du PIB (base 100 en 1998)	100	155	264	386	603	1 016
Evolution des exportations (base 100 en 1998)	100	177	314	518	1 234	2 976
Part de l'investissement dans le PIB (en %)	31	27	33	33	38	39
Part de la consommation dans le PIB (en %)	50	47	43	45	40	35

Source : D'après l'OCDE (base de données)

Document 2

La crise consiste essentiellement en un choc négatif et massif de demande, dû à l'arrêt de l'endettement. Il en résulte une situation de très fort excès d'offre sur le marché des biens et services, qui doit être corrigé entre autres par une baisse des prix des biens et services. Dès aujourd'hui, le soutien de la demande vient des baisses de prix, prix des matières premières et prix des voitures avec les primes publiques. Les entreprises des pays de l'OCDE, contraintes de baisser leurs prix, vont tenter de maintenir cependant la rentabilité de leur capital. Ceci peut se faire par la baisse des salaires […], si le rapport de force est favorable aux entreprises, par la baisse des revenus salariaux (salaires et emploi) dans les pays de l'OCDE. […] La crise est due essentiellement au recul de la demande privée dû à l'arrêt de la hausse de l'endettement des ménages et des entreprises. […] Il y a donc recul du niveau de la demande, baisse de l'activité due à un choc négatif de demande (amplifié ensuite par le recul induit des exportations, par la baisse des prix des actifs par les difficultés des banques…).

Source : Artus P., « Lorsque les économies sont affectées par un choc massif négatif de demande, le rééquilibrage passe par une baisse des prix. Quelles conséquences ? », *Flash Économie*, n°373 », Natixis, 27 août 2009.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Quelles sont les principales explications de l'instabilité de la croissance ?

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire

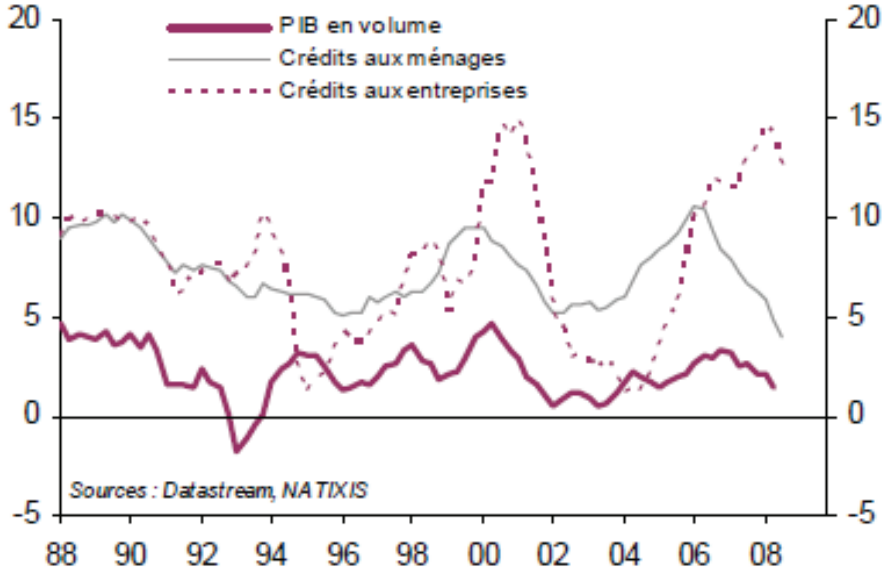
1. Montrez qu'il existe une corrélation entre les fluctuations du PIB et celles du crédit (document 1). (4 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. Comment le cycle de vie influence-t-il les comportements d'épargne ? (3 points)
3. En quoi les barrières à l'entrée expliquent-elles l'existence d'un pouvoir de marché ? (3 points)

Document 1 :

Croissance et crédits (Glissement annuel en %) dans la zone euro.



Source : « Les banques amplifient-elles les cycles ? », *Flash Economie*, n°504, Natixis, 6 novembre 2008.

Document 2

Le 11 mars 2011 un séisme de magnitude 9,0 suivi d'un tsunami a frappé la région de Tohoku au Japon. […] Après le séisme, les infrastructures industrielles et de transport de la région de Tohoku ont été partiellement détruites (rails, routes, port). Faute d'approvisionnement suffisant en pièces et composants, de nombreuses chaînes de production de l'archipel ont été arrêtés […].

Le séisme a provoqué un recul brutal de l'activité japonaise. […] Le Japon est entré en récession : le PIB s'est effondré de 2,0 % au premier trimestre 2011 et a reculé de nouveau de 0,3 % au deuxième trimestre.

Cette catastrophe naturelle peut se décomposer en deux chocs : un choc de demande, qui passe par une baisse de la consommation et de l'investissement ; un choc d'offre matérialisé par un arrêt de la production industrielle et une perte de productivité.

Source : INSEE, *Notes de conjoncture*, juin 2012.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Comment le libre-échange favorise-t-il les consommateurs et les producteurs ?

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. En utilisant les données chiffrées, faites le lien entre l'ouverture aux échanges et la croissance économique. (Document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. Expliquez la notion de cycle de vie. (4 points).
3. Présentez la notion de marché pertinent. (3 points).

Document 1

Le commerce mondial augmente

En milliards de dollars constants	Exportations de marchandises	Exportations de services	PIB
1950	298	nc	5 330
1960	624	nc	8 440
1970	1 419	nc	13 769
1980	2 367	451	20 048
1990	3 455	820	27 122
2000	6 456	1 531	36 502
2010	9 479	2 398	45 262

Note : nc = données non connues.

Source : CNUCED (données sur le commerce), Angus Maddison (données sur le PIB, 2011

Document 2

Selon la théorie classique, la production est plus élevée après ouverture sur l'extérieur. Mais il ne s'ensuit pas que la croissance s'accélère. Il existe, néanmoins, d'autres canaux au travers desquels le commerce booste la croissance. Des transferts de technologie via l'importation de biens d'équipement, d'usines et de brevets. De plus, l'importation de ces techniques nouvelles stimule le développement des techniques locales, *via* l'imitation et l'amélioration des biens importés. Le commerce accélère ainsi le progrès technique, qui est la clé de la croissance à long terme.

Source : d'après M. Neuhaus, Deutsche Bank Reseatch, 2005.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie (Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Le recours au protectionnisme est-il souhaitable ?

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

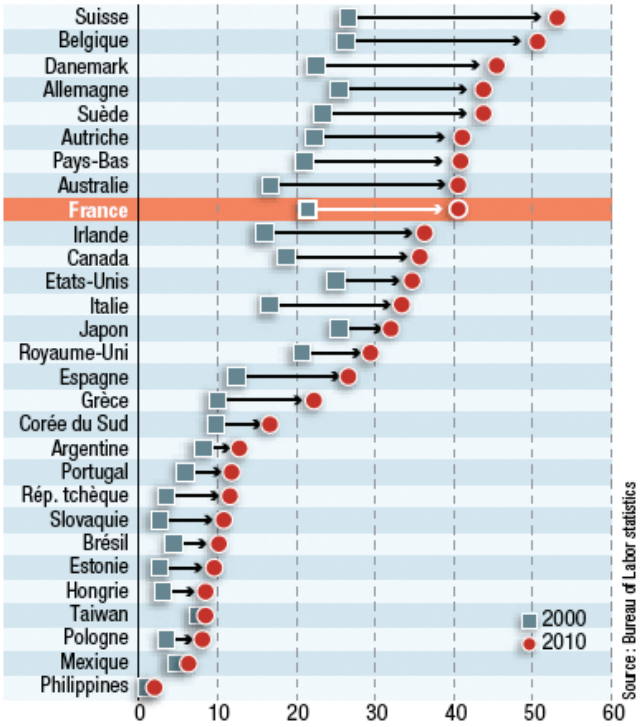
Question complémentaire de savoir-faire

1. Comparez le coût horaire du travail en France et au Mexique en 2010. (Document 1) (3 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. Vous comparerez les régimes de retraite par répartition et par capitalisation. (4 points)
3. Vous montrerez comment des comportements mimétiques sur les marchés financiers peuvent engendrer des risques systémiques. (3 points)

Document 1 **Coût d'une heure de travail dans le secteur manufacturier en 2000 et 2010, en dollars**



Source : Bureau of Labor Statistics

Document 2

Avec un déficit commercial de 73 milliards d'euros en 2011, contre 51 l'année précédente, la France vient de battre un nouveau record. Certes, ce déséquilibre résulte pour une bonne part du très fort accroissement de la facture énergétique […]. Ce qui relance le débat sur l'opportunité d'instaurer une dose de protectionnisme, afin de limiter une concurrence étrangère jugée destructrice, principalement pour l'industrie manufacturière dont le déclin est inquiétant […]. Plusieurs arguments sont avancés pour contester le bien-fondé d'une politique protectionniste. D'abord, ce serait une arme dangereuse : si le protectionnisme permet de réduire les importations, il provoque également une réduction des exportations, en raison des mesures de rétorsion des autres pays […]. Ensuite, il contraindrait à remettre en cause la division du travail parfois très fine qui s'est instaurée depuis une trentaine d'années. Ce qui serait un puissant facteur de désorganisation : ainsi, PSA a été contraint d'arrêter durant cinq jours sa production de voitures à Sochaux suite au tsunami au Japon, en raison de la rupture d'approvisionnement d'une pièce (le débitmètre) fabriquée par Hitachi.

Source : Denis Clerc, *Alternatives Economiques Hors-série* n° 092 - février 2012

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Quels sont les déterminants de la spécialisation internationale ?

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

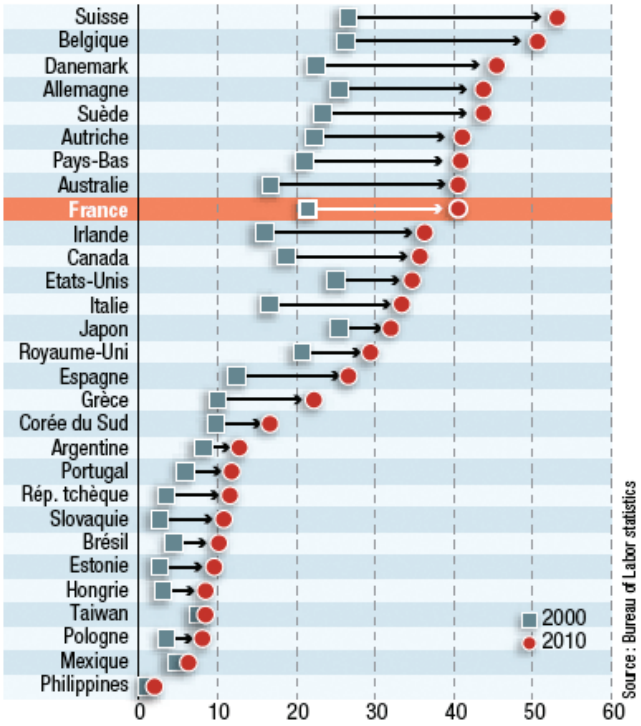
Question complémentaire de savoir-faire

1. Comparez l'évolution du coût horaire du travail entre 2000 et 2010, en France et au Mexique. (document 1) (4 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. Qu'est-ce que le « cycle de vie » ? (3 points)
3. Qu'est-ce qu'un abus de position dominante ? (3 points)

Document 1: **Coût d'une heure de travail dans le secteur manufacturier en 2000 et 2010, en dollars**



Source : Bureau of Labor Statistics

Document 2

A en croire les différents experts commerciaux, le niveau des coûts de production n'est pas la première raison de la fragmentation d'une chaîne de fabrication. Yann Vincent, directeur industriel pour le matériel roulant chez Alstom Transport, évoque plusieurs facteurs. *« Le premier tient à la demande du client lui-même qui souhaite voir une partie de l'industrie locale être mobilisée. En second lieu, nous devons tenir compte du niveau de compétence. Enfin, la performance économique que nous pouvons enregistrer dans le pays est à prendre en compte. »* [...]. *« Les entreprises investissent en priorité là où est la demande. C'est pourquoi l'Europe, premier marché au monde, accueille toujours des investissements »,* souligne Vincent Aussilloux, conseiller économique auprès de la ministre du Commerce extérieur, Nicole Bricq [...]
Hubert Escaith, chef statisticien à l'OMC, abonde dans le même sens. *« Même si au Vietnam, les coûts sont moindres par rapport à la Chine, une entreprise souhaitant conquérir le marché chinois préférera s'installer en Chine »,* souligne-t-il.

Source: *les Échos, Richard Hiault, décembre 2012*

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Sciences sociales et politiques (Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Comment expliquer le choix de localisation des firmes multinationales ?

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

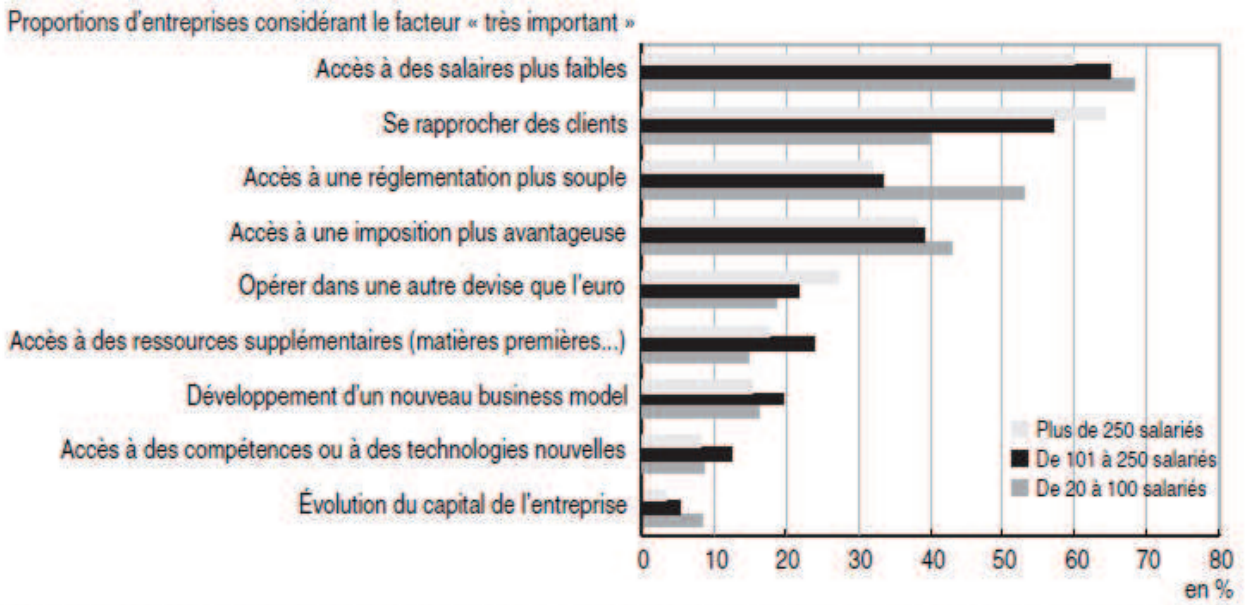
Question complémentaire de savoir-faire

1. Montrez que le choix de localisation des entreprises n'est pas toujours lié à la recherche d'une compétitivité prix (document 1). (4 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. En quoi les partis politiques sont-ils importants dans le fonctionnement de la démocratie ? (3 points)
3. Vous montrerez l'évolution des répertoires de l'action politique dans le temps. (3 points)

Document 1 : Importance de différents facteurs sur la décision de développer des activités de production à l'étranger suivant la taille de l'entreprise



Champ : entreprises industrielles de 20 salariés ou plus qui ont (ou envisagent de) développé(er) des activités de production à l'étranger. Le développement d'activités à l'étranger recouvre la création de nouvelles activités et le déplacement d'activités auparavant réalisées en France.

Source : INSEE, enquête compétitivité, 2008.

Document 2

Le 20 octobre, les téléspectateurs de TF1 pourront découvrir en prime time une publicité pour la bague « le premier jour » signé Mauboussin. Ce joaillier de la place Vendôme nous a déjà habitués à ce genre de coup de marketing. Cette bague a une particularité ; elle n'est plus fabriquée à Bombay mais à Paris depuis le 1 er septembre. En rapatriant cette production dans ses ateliers à Paris près de la place Vendôme, Mauboussin peut non seulement communiquer sur cette initiative bien perçue par les consommateurs tout en réduisant les délais de fabrication des 400 exemplaires de cette bague livrés chaque mois dans ses magasins. « Nous passons de 6, 5 semaines à 8 auparavant ». Une réduction qui permet de limiter les stocks. Aujourd'hui 20% des produits Mauboussin sont fabriqués en France. Nous « ferons un point 2014 pour voir si nous allons plus loin dans la relocalisation » prévient Alain Nemarq, PDG de Mauboussin.

Source : Challenges, 16 octobre 2013.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Comment expliquer le choix de localisation des firmes multinationales ?

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

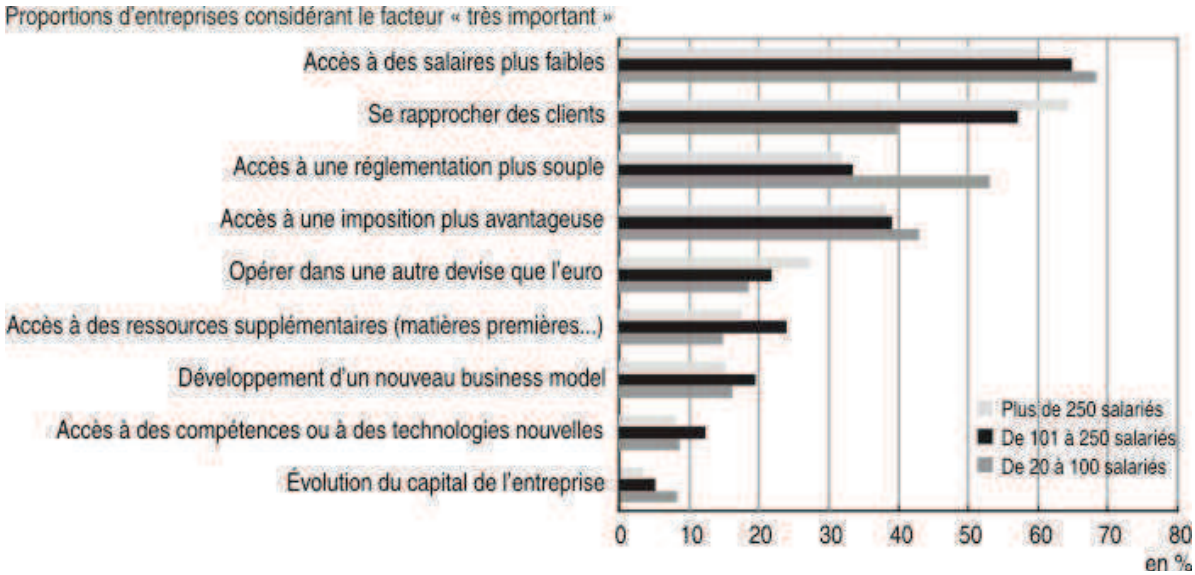
Question complémentaire de savoir-faire

1. Montrez que le choix de localisation des entreprises n'est pas toujours lié à la recherche d'une compétitivité prix. (4 points) (document 1)

Questions complémentaires de connaissances

2. Vous montrerez la différence entre un système de financement des retraites par répartition et par capitalisation. (3 points)
3. Vous expliquerez ce qu'est un comportement mimétique sur un marché financier. (3 points)

Document 1
Importance de différents facteurs sur la décision de développer des activités de production à l'étranger suivant la taille de l'entreprise



Source : INSEE, enquête compétitivité 2008

Document 2
Le 20 octobre, les téléspectateurs de TF1 pourront découvrir en prime time une publicité pour la bague « le premier jour » signé Mauboussin. Ce joaillier de la place Vendôme nous a déjà habitués à ce genre de coup de marketing. Cette bague a une particularité ; elle n'est plus fabriquée à Bombay mais à Paris depuis le 1 er septembre. En rapatriant cette production dans ses ateliers à Paris près de la place Vendôme, Mauboussin peut non seulement communiquer sur cette initiative bien perçue par les consommateurs tout en réduisant les délais de fabrication des 400 exemplaires de cette bague livrés chaque mois dans ses magasins. « Nous passons de 6, 5 semaines à 8 auparavant ». Une réduction qui permet de limiter les stocks. Aujourd'hui 20% des produits Mauboussin sont fabriqués en France. Nous « ferons un point 2014 pour voir si nous allons plus loin dans la relocalisation », prévient Alain Nemarq, PDG de Mauboussin.

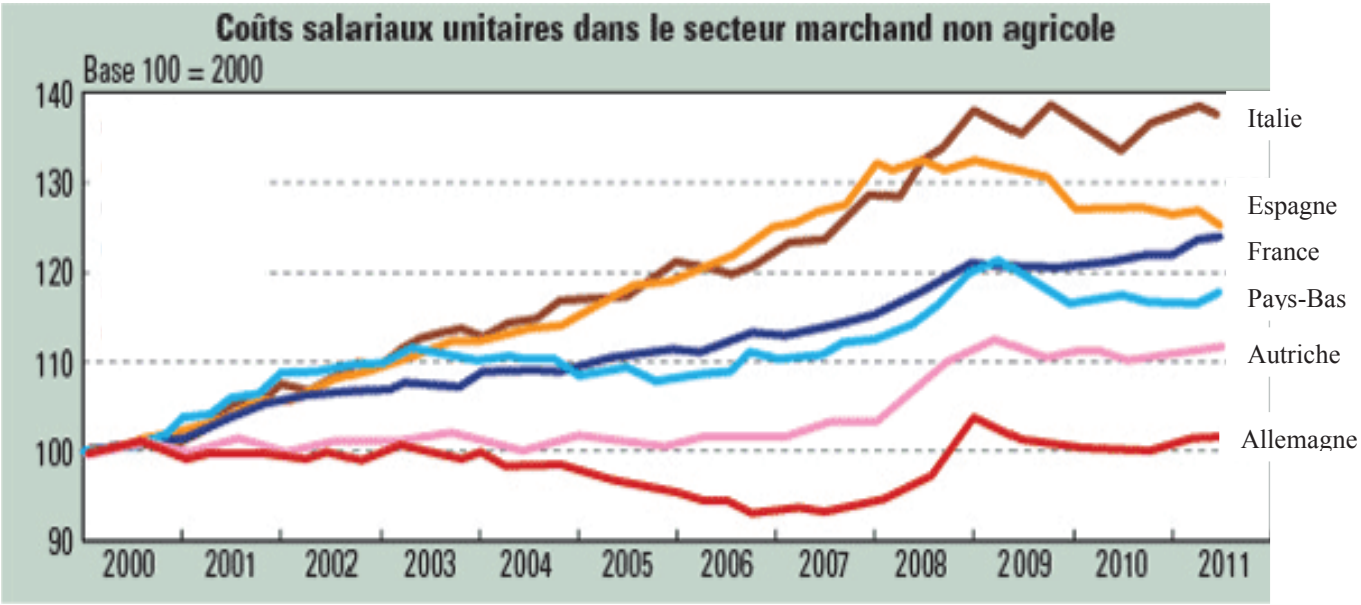
Source : Challenges 16.10.2013.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPÉCIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : **Comment peut-on expliquer les choix de localisation des firmes multinationales?**
QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) : **Question complémentaire de savoir-faire** 1. Comparez l'évolution des coûts salariaux en France et en Allemagne entre 2000 et 2011 (Document 1). (4 points)
Questions complémentaires de connaissances 2. Qu'est-ce qu'un monopole discriminant ? (3 points) 3. Illustrez avec un exemple comment l'État peut lutter contre un abus de position dominante (3 points).

Document 1



Source : Eurostat, Coe-Rexecode, 2011.

Document 2

Haruo Kawahara, président de Kenwood, explique que le cycle de production a été accéléré en rapatriant au Japon les lecteurs de minidisque, jusque-là fabriqués en Malaisie.

« Des ouvrières locales travaillent dans notre usine de Yamagata depuis des années. Elles sont très qualifiées. En Malaisie, au contraire, les ouvriers bougent beaucoup et n'ont pas le temps d'acquérir une expérience. Le processus d'assemblage du lecteur de minidisque exige 22 personnes en Malaisie, alors qu'il n'en faut que 4 à Yamagata. Au Japon, la productivité de la main-d'œuvre est 1,5 fois supérieure : un employé peut se charger de cinq processus. Résultat : les coûts sont moindres pour une qualité plus grande (et ce, bien que les salaires soient 4 à 5 fois plus élevés qu'en Malaisie), et le taux de produits défectueux a baissé de 73 % depuis que la production est revenue au Japon. En fait, pour ce produit, la main-d'œuvre ne représente que 2 à 3 % du total des coûts. Tels sont les avantages qu'il y a à conserver la fabrication au Japon. Il vaut mieux faire fabriquer à l'étranger les produits qui exigent une main-d'œuvre abondante, et laisser au Japon les produits comme les appareils photo numérique. »

Interview tirée de Suzanne Berger, Made in Monde, Le Seuil, 2006.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Expliquez l'évolution du commerce mondial depuis 1950.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire

1. Décrivez l'évolution des exportations mondiales de marchandises entre 1948 et 2010. (document 1) (3 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. Qu'est-ce qu'un « risque systémique » ? (3 points).
3. Expliquez le fonctionnement d'un régime de retraite par répartition (4 points).

Document 1

Exportations mondiales de marchandises (en milliards de dollars et en pourcentages)

	1948	1973	2010
Monde (en milliards de dollars)	59	579	14 851
Amérique du Nord (%)	28,1	17,3	13,2
Amérique du Sud et Centrale(%)	11,3	4,5	3,9
Europe(%)	35,1	50,9	37,9
Afrique(%)	7,3	4,8	3,4
Moyen Orient(%)	2	4,1	6
Asie(%)	14	14,9	31,6
Monde	100	100	100

Source : d'après *Statistiques du commerce international*, 2011, OMC

Document 2

L'un des moyens les plus évidents d'encourager les échanges est de réduire les obstacles au commerce, par exemple les droits de douane (ou tarifs) et les mesures telles que les interdictions à l'importation ou les contingents qui consistent à appliquer sélectivement des restrictions quantitatives. Périodiquement, d'autres problèmes comme les lourdeurs administratives et les politiques de change ont aussi été examinés.

Il y a eu depuis la création du GATT, en 1947-1948, huit séries de négociations commerciales. Dans un premier temps, ces négociations étaient axées sur l'abaissement des taux de droits applicables aux marchandises importées. Elles ont permis de réduire progressivement les taux des droits perçus par les pays industrialisés sur les produits industriels, qui ont été ramenés vers le milieu des années 90 à moins de 4 pour cent.

Dans les années 80 cependant, le champ des négociations a été élargi pour comprendre les obstacles non tarifaires au commerce des marchandises et des domaines nouveaux comme les services et la propriété intellectuelle. Les pays en développement disposent généralement d'un délai plus long pour s'acquitter de leurs obligations.

Source : OMC

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Expliquez les stratégies d'internationalisation des firmes multinationales.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire

1. Comparez la part de production réalisée sur leur territoire d'origine de General Motors et de Hyundai à l'aide d'un calcul approprié (Document 1). (3 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. Expliquez les conséquences de l'augmentation du ratio de dépendance en France sur le financement des retraites. (4 points)
3. Expliquez ce qu'est un abus de position dominante. (3 points)

Document 1

Part de production réalisée sur leur territoire d'origine par les dix premiers groupes automobiles mondiaux en 2007 (en %)

Rang mondial	Groupe	Origine	Total
1	General Motors	États-Unis	30,5
2	Toyota	Japon	49,5
3	Volkswagen	Allemagne	35,7
6	PSA	France	43,5
9	Renault	France	37,8
10	Hyundai	Corée du Sud	65,2

Source : *Problèmes économiques*, n° 3040, 28 mars 2012.

Document 2

Longtemps, les pays émergents ont été vus comme de vastes ateliers où les multinationales du Nord délocalisaient ou sous-traitaient leurs activités à faible valeur ajoutée. Mais aujourd'hui, les noms des champions de ces pays, comme Tata, Lenovo ou Emirates, commencent à résonner dans l'imaginaire public. Ces entreprises n'ont plus rien à envier à celles des pays développés et leur font une concurrence redoutable, dans des domaines de plus en plus variés.
Particulièrement bien représentés dans les ressources naturelles et l'industrie lourde, où ils se sont imposés tôt, les pays émergents comptent maintenant des leaders dans les télécoms (comme les chinois Huawei et ZTE), l'aéronautique (le brésilien Embraer) ou les ordinateurs (le chinois Lenovo). Ces entreprises tirent avantage d'une main-d'œuvre bon marché, mais c'est loin d'être leur seul atout. Les plus performantes augmentent leur productivité à grande vitesse et innovent pour répondre à la demande spécifique des pays en développement.

Source : Gabriel Hassan, *Alternatives économiques*, Les chiffres de l'économie 2014, Hors-série n°98, octobre 2013

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Vous montrerez comment les stratégies des firmes multinationales modifient la division internationale du travail.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (4 points)

1. Chiffrez, à l'aide du calcul de votre choix, l'évolution des flux d'IDE sortants concernant les pays en développement d'Asie entre 2007 et 2008 (Document 1). (4 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. Distinguez les régimes de retraites par répartition et par capitalisation (3 points).
3. Qu'est-ce que l'intermédiation financière ? (3 points)

Document 1

Répartition des flux d'investissement direct à l'étranger[1]
(IDE par région, 2007-2010 – en pourcentage des flux mondiaux)

Région	Entrées d'IDE				Sorties d'IDE			
	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
Pays développés	68,8	55,3	50,9	48,4	84,8	80,7	72,7	70,7
Pays en développement	26,9	37,7	43,1	46,1	12,9	16,2	23,1	24,8
dont :								
- Amérique latine et Caraïbes	*7,8*	*11,9*	*11,9*	*12,8*	*2,5*	*4,2*	*3,9*	*5,8*
- Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est	*12,3*	*16,3*	*20,4*	*24,1*	*7,9*	*9,3*	*16,5*	*17,5*
Europe du Sud-Est, CEI[2]	4,3	7	6	5,5	2,3	3,1	4,2	4,5

1 – Les IDE consistent en l'acquisition d'un actif dans un pays étranger avec intention de le gérer.
2 – Communauté des États Indépendants : ensemble économique formé par 11 républiques de l'ex- Union Soviétique, dont la Russie.

Source : Michel Rainelli, « Mondialisation et entreprises : quelles interactions ? », Cahier Français N°365, 2011.

Document 2

Longtemps, les pays émergents ont été vus comme de vastes ateliers où les multinationales du Nord délocalisaient ou sous-traitaient leurs activités à faible valeur ajoutée. Mais aujourd'hui, les noms des champions de ces pays, comme Tata, Lenovo ou Emirates, commencent à résonner dans l'imaginaire public. Ces entreprises n'ont plus rien à envier à celles des pays développés et leur font une concurrence redoutable, dans des domaines de plus en plus variés. [...]
Ces entreprises tirent avantage d'une main-d'œuvre bon marché, mais c'est loin d'être leur seul atout. Les plus performantes augmentent leur productivité à grande vitesse pour répondre à la demande spécifique des pays en développement.
Ces firmes ne se contentent pas de leur marché domestique. Elles se développent souvent dans d'autres pays du Sud grâce à un savoir-faire acquis auprès de consommateurs aux besoins similaires. […] Elles s'aventurent aussi dans les pays du Nord, pour y vendre leurs produits, mais également pour ouvrir des centres de recherche […] ou racheter des entreprises pour leur savoir-faire et leurs brevets.

Source : Gabriel Hassan, « Les firmes du sud à l'assaut des marchés », *Alternatives Économiques,* HS 98, octobre 2013.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie (Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Vous expliquerez les difficultés de coordination des politiques économiques au sein de l'Union économique et monétaire

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Interprétez les données de la France. (document 1)

Questions complémentaires de connaissances :

2. Qu'est-ce qu'un aléa moral ? (3 points)
3. Montrez à l'aide d'un exemple comment les barrières à l'entrée permettent aux entreprises d'exercer un pouvoir de marché. (4 points)

Document 1

Situation de quelques pays de la zone euro au regard des critères de convergence en 2011

	Solde des finances publiques (en % du PIB) (1)		Dette publique (en % du PIB) (1) (2)		Inflation (en %) (3)		Taux d'intérêt à long terme (en %) (4)	
	2010 (r)	2011	2010 (r)	2011	2010	2011	2010	2011
Allemagne	-4,3	-1,0	83,0	81,2	1,2	2,5	2,74	2,61
Chypre	-5,3	-6,3	61,5	71,6	2,6	3,5	4,60	5,79
Espagne	-9,3	-8,5	61,2	68,5	2,0	3,1	4,25	5,44
Estonie	0,2	1,0	6,7	6,0	2,7	5,1	nd	nd
Finlande	-2,5	-0,5	48,4	48,6	1,7	3,3	3,01	3,01
France	**-7,1**	**-5,2**	**82,3**	**86,0**	**1,7**	**2,3**	**3,12**	**3,32**
Italie	-4,6	-3,9	118,6	120,1	1,6	2,9	4,04	5,42
Valeur de référence (en fonction des critères de Maastricht ou critères de convergence)	**-3,0**	**-3,0**	**60,0**	**60,0**	**1.5**	**3,4**	**4,91**	**4,84**

r : données révisées nd : donnée non disponible
(1) :.chiffres notifiés à la Commission européenne et vérifiés par Eurostat.
(2) : dette brute des administrations publiques au sens de Maastricht.
(3) : indice des prix à la consommation harmonisés, en moyenne annuelle.
(4) : en moyenne annuelle.

Sources : Banque de France ; Commission européenne ; Eurostat (extraction décembre 2012).

Document 2

On observe aujourd'hui dans la zone euro une volonté de réduction rapide des déficits publics dans tous les pays. Or, il existe dans la zone euro des pays ayant des déficits publics excessifs et des taux d'endettement élevés et en hausse : Italie, France, Espagne, Grèce, Portugal, Irlande ; des pays au contraire avec des déficits publics faibles et des taux d'endettement raisonnables : Slovénie, Finlande, Slovaquie, Allemagne, Pays-Bas, Autriche. Si les politiques budgétaires des pays de la zone euro étaient coordonnées, les pays qui disposent de marges de manœuvre budgétaire les utiliseraient pour soutenir la croissance de la zone euro et celle des pays en difficulté avec leurs finances publiques et donc leur croissance. Or on observe l'inverse : une réduction généralisée des déficits publics générant un multiplicateur budgétaire élevé et un fort recul de la croissance. On observe dans tous les pays de la zone euro, sauf récemment en Allemagne et en Finlande, une stagnation ou un recul des salaires réels, qui conduit, avec l'intégration économique et commerciale des pays, à une contraction amplifiée de la demande intérieure. […] Il s'agit bien d'une politique non-coopérative. Chaque pays tente d'améliorer sa compétitivité-coût; […]; mais si tous les pays tentent de réduire leurs coûts salariaux, comme ils commercent beaucoup ensemble, à l'équilibre personne ne parvient à améliorer ses exportations et il y a baisse de la demande. […]

Source : Patrick ARTUS, « Les pays de la zone euro sont lancés dans une vaste entreprise d'absence désastreuse de coopération ; que seraient des politiques économiques coordonnées ? », *Flash Marché Natixis*, n°739, 5 octobre 2011.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.
Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Vous montrerez les difficultés de coordination des politiques économiques dans les pays de l'Union Economique et Monétaire (UEM).

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

1. Vous ferez apparaître l'hétérogénéité des pays de l'UE en matière de fiscalité (document 1). (3 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. Le vieillissement de la population active influence-t-il la croissance économique ? (4 points)
3. Qu'est-ce qu'un marché pertinent ? (3 points)

Document 1 : Structure des recettes fiscales en 2007 (en % du PIB)

	Allemagne	Belgique	Espagne	Finlande	France	Grèce	Irlande	Italie	Suède	Royaume-Uni
Impôts sur le revenu	**11.3**	**16.5**	**12.3**	**16.9**	**10.4**	**7.5**	**12.1**	**14.7**	**18.7**	**14.3**
Prélèvements sur les salaires	**13.2**	**13.6**	**12.1**	**11.9**	**17.3**	**11.7**	**4.9**	**13.0**	**15.3**	**6.6**
Impôts sur le patrimoine	**0.9**	**2.3**	**3.0**	**1.1**	**3.5**	**1.4**	**2.5**	**2.1**	**1.2**	**4.5**
Impôts sur les biens et services	**10.6**	**11.0**	**9.5**	**12.9**	**10.7**	**11.4**	**11.1**	**11.0**	**12.9**	**10.5**
Autres	**0.0**	**0.0**	**0.2**	**0.0**	**1.5***	**0.0**	**0.0**	**2.6****	**0.2**	**0.1**
Total	**36.2**	**43.9**	**37.2**	**43.0**	**43.5**	**32.0**	**30.8**	**43.5**	**48.3**	**36.1**

*Essentiellement, la taxe professionnelle, **Essentiellement l'impôt régional sur les activités productives

Source : OCDE 2009

Document 2

Pendant les dix premières années de fonctionnement de la zone euro, les Etats membres ont tenté de cumuler les avantages d'une monnaie commune avec une complète autonomie budgétaire, fiscale et salariale. Chacun a conduit sa politique sans se soucier de ses effets sur les partenaires et a demandé au budget européen des retours similaires à ses contributions. Avec la crise, il est apparu aux marchés financiers qu'une union monétaire dépourvue de gouvernement économique et de mécanismes de fédéralisme fiscal et budgétaire n'était pas soutenable […].

Cette crise de la gouvernance de la zone euro impose de dissocier au sein de l'UE ce qui relève des Dix-Sept et ce qui relève des Vingt-sept. La confusion entretenue entre ces deux groupes, qui ne sont pas organisés autour du même bien commun, a freiné l'évolution nécessaire vers la mise en place des autorités européennes de supervision, des législations propres à assurer une certaine régulation et l'instillation de mécanismes relevant du fédéralisme budgétaire.

Source : Marie-Hélène Barthe, *Economie de l'Union Européenne*, Economica, 4° édition, 2011.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
L'adoption de l'Euro ne présente-t-elle que des avantages pour les pays concernés ?

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (4 points)

1. Comparez, à l'aide de calculs appropriés, l'évolution des performances économiques de la zone euro et des États-Unis entre 2008 et 2011 (document 1).

Questions complémentaires de connaissances :

2. Quelles sont les conséquences de l'évolution démographique sur le financement du système de retraite en France ? (3 points)

3. Qu'est-ce qu'un monopole discriminant ? (3 points)

Document 1

Les performances comparées de la Zone euro et des Etats-Unis

	Taux de croissance		Taux de chômage		Taux d'inflation		Déficit public (en % du PIB)	
	USA	Zone euro	USA	Zone euro	USA	Zone euro	USA	Zone euro
2008	-0,3	0,4	5,8	7,6	3,8	3,3	6,6	2,1
2009	-3,1	-4,4	9,3	9,6	-0,3	0,3	11,9	6,4
2010	2,4	2,0	9,6	10,1	1,6	1,6	11,4	6,2
2011	1,8	1,4	8,9	10,2	3,1	2,7	10,2	4,2
2014*	2,8	1,2	7,0	12,1	1,9	1,5	5,2	2,8

**Estimations*

Source : European Economic Forecast, mai 2013 ; Perspectives économiques de l'OCDE, 2013.

Document 2

Les pays participants à l'union monétaire européenne ont parié que les avantages liés à la monnaie unique l'emporteraient sur les inconvénients […].
Les dix premières années d'existence de l'euro ont montré que ces gains n'étaient pas que théoriques : l'euro a stimulé de 5% à 10% le commerce intra-zone, un chiffre bien plus faible que certaines estimations antérieures à la mise en place de la monnaie unique, mais néanmoins significatif […]. L'euro a aidé les firmes à exporter davantage de catégories de biens. Ce résultat traduit un renforcement de la concurrence en zone euro du fait d'une plus grande transparence des prix […].
Dans une zone très intégrée comme l'Europe, une coordination des politiques monétaires est de toute façon nécessaire […]. Cet avantage en termes de coordination a été tout à fait visible durant la crise financière mondiale de 2007-2008 : la BCE a apporté une réponse coordonné à la crise en assouplissant rapidement sa politique monétaire et en fournissant aux banques en difficulté la liquidité que le marché interbancaire avait cessé de leur apporter.

Source : A. Bénassy-Quéré, « Zone euro : changement de modèle ? », in P. Combemale (dir), Les grandes questions économiques et sociales, La Découverte, « Grands repères », 2013.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Vous montrerez les difficultés de coordination des politiques économiques au sein de l'Union Européenne.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire

1. Faites une phrase avec les données entourées pour en préciser le sens. (document 1) (3 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. Distinguez les régimes de retraite par répartition et par capitalisation. (4 points)
3. Qu'est-ce qu'une barrière à l'entrée sur un marché ? (3 points)

Document 1 : Différents indicateurs

	Croissance du PIB réel (% de variation par rapport à la période précédente)		**Taux de chômage** (en %)		**Déficit des administrations publiques** (en % du PIB)		**Dette des administrations publiques** (en % du PIB)	
	2009	**2011**	**2009**	**2011**	**2009**	**2011**	**2009**	**2011**
France	***- 3,1***	1,7	9,2	9,3	- 7,6	- 5,2	91,2	100,0
Allemagne	- 5,1	3,1	7,8	6,0	- 3,1	- 0,8	77,5	86,4
Grèce	- 3,1	- 7,1	9,6	17,9	- 15,6	- 9,5	134,3	***175,2***
Espagne	- 3,7	0,4	18,1	**21,8**	- 11,2	- 9,4	62,9	76,9

Source : Perspectives économiques de l'OCDE (base de données)

Document 2

La fin des barrières douanières entre économies européennes devait entraîner une accélération de la croissance et faciliter, à terme, une intégration politique plus profonde. Mais c'est l'inverse qui s'est passé: la croissance a été de moins en moins élevée au sein de l'Europe. Renforçant l'opposition à l'intégration politique.
L'absence de pilotage macroéconomique au niveau de l'Union en est responsable en bonne partie. Alors que le budget fédéral a représenté 22% du produit intérieur brut (PIB) américain en 2008, son équivalent européen ne pesait que… 0,9%. De plus, ce budget doit être toujours équilibré et n'a donc aucun effet contracyclique[1].
Depuis le traité de Maastricht, il existe certes des règles encadrant les déficits publics des Etats membres, mais en l'absence d'harmonisation fiscale, ces règles n'ont pas empêché le gonflement des dettes publiques. Par ailleurs, la crise a montré que ces règles étaient totalement inadaptées.

Guillaume Duval, « Europe: le grand écart », *Alternatives Économiques*, Hors-série n° 082, octobre 2009.

[1] Politique contracyclique : politique ayant pour objectif de freiner l'activité économique en période de forte reprise inflationniste ou d'augmenter les déficits publics en cas de récession pour soutenir l'activité économique.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Vous vous interrogerez sur les difficultés des politiques économiques dans l'Union européenne.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (4 points)

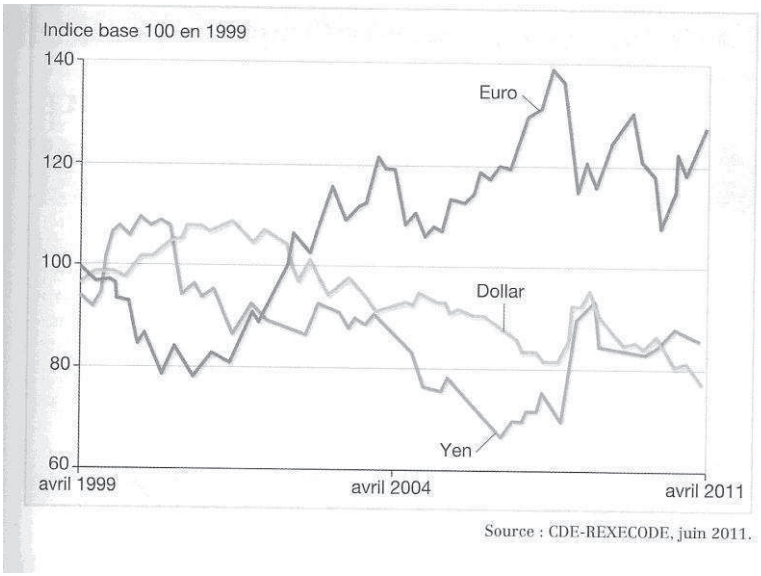
1. A l'aide du document 1, vous montrerez si un euro fort a les mêmes conséquences pour tous les pays membres de l'UE.

Questions complémentaires de connaissances

2. Expliquez ce qu'est l'aléa moral (3 points).
3. Quelles sont les structures de marché qui permettent aux entreprises d'exercer un pouvoir de marché. (3 points).

Document 1

Un euro fort



Document 2

La politique monétaire dépend des membres du directoire de la BCE et des gouverneurs des banques centrales des pays adhérents à l'euro. (...) Pour remplir sa mission, la BCE surveille la croissance de la masse monétaire.(...) Le fait est que la politique économique repose sur deux politiques : la politique monétaire et la politique budgétaire. En effet, la politique budgétaire consiste à diminuer ou à augmenter les dépenses compte tenu des recettes fiscales (les prélèvements obligatoires) ; or l'augmentation des dépenses suppose généralement un emprunt du Trésor public (à moins que les recettes fiscales n'augmentent), c'est à dire la création monétaire. La politique monétaire est donc étroitement liée à la politique budgétaire. Avec l'euro, les pays adhérents ont désormais une politique monétaire unique menée par la BCE, véritable institution fédérale. Mais en l'absence d'un budget européen conséquent, la régulation repose sur des budgets nationaux car se sont les budgets nationaux qui ont la responsabilité de soutenir ou de ralentir l'activité dans chaque pays.

Source : « La politique européenne », Ecossimo.com, octobre 2011

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
A quelle(s) condition(s) la croissance économique peut-elle être soutenable ?

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

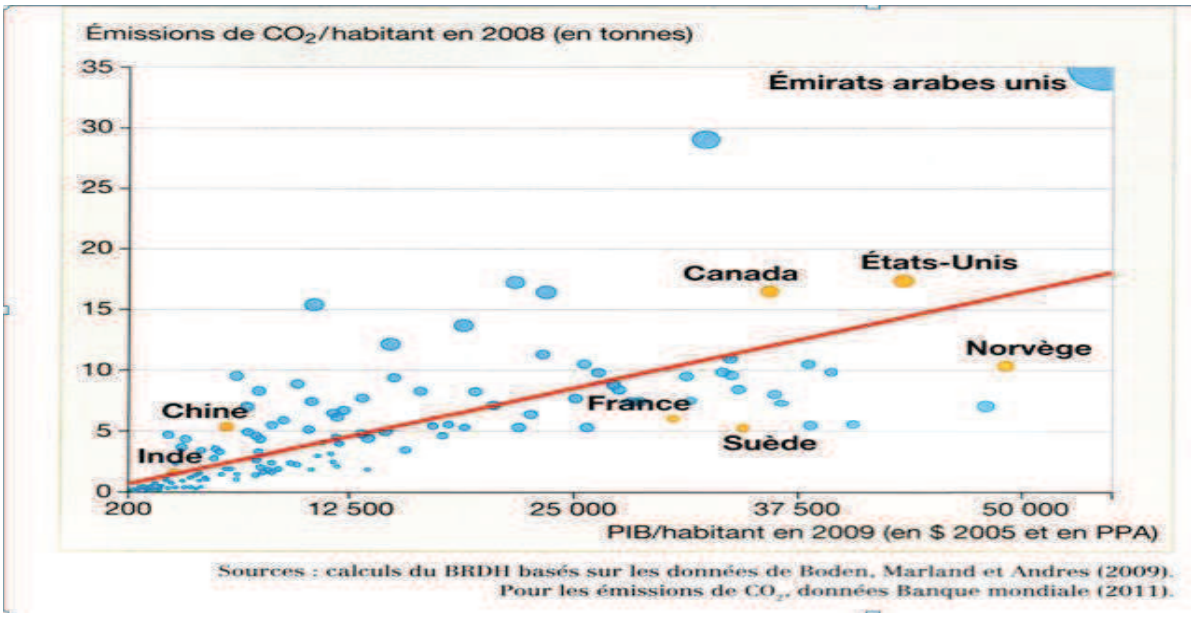
Question complémentaire de savoir-faire

1. Quelle corrélation pouvez-vous établir entre PIB/habitant et émissions de CO2/habitant ? (document 1) (3 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. Illustrez par un exemple la notion d'abus de position dominante. (3 points)
3. Citez différents acteurs de la globalisation financière. (4 points)

Document 1



Sources : calculs du BRDH basés sur les données de Boden, Marland et Andres (2009). Pour les émissions de CO_2, données Banque mondiale (2011).

Document 2

Dans la perspective néoclassique, il importe que, moyennant un taux d'épargne suffisamment élevé, le stock de capital à disposition de la société reste intact d'une génération à l'autre. Si la quantité totale de capital est constante, il est possible, selon les néoclassiques, d'envisager des substitutions entre les différentes formes de capital : une quantité accrue de «capital créé par les hommes» doit pouvoir prendre le relais de quantités moindres de «capital naturel » (services environnementaux et ressources naturelles). Un échange s'effectue ainsi dans le temps, selon R. Solow : la génération présente consomme du « capital naturel » et, en contrepartie, lègue aux générations futures davantage de capacités de production sous forme de stocks d'équipements, de connaissances et de compétences. [...] Plusieurs conditions sont nécessaires pour accréditer ce modèle. Une première hypothèse veut que le progrès technique fournisse un ensemble de solutions autorisant la substitution entre les différentes formes de capital. L'augmentation du prix de ces ressources, à mesure qu'elles se raréfient, amène la rentabilité et la mise sur le marché de ces «techniques de secours ».

Source : Franck-Dominique Vivien, «Croissance durable ou décroissance soutenable? », *L'économie verte,* Cahiers Français n°355, mars-avril 2010.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.
Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

SESSION DE JUIN 2014
Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPÉCIALITÉ Économie approfondie

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Montrez que les principaux outils qui permettent de lutter contre le réchauffement climatique sont complémentaires.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :
Question complémentaire de savoir-faire

1. À l'aide d'un calcul statistique approprié, quantifiez l'évolution du prix moyen du quota entre 2005 et 2009 (Document 1). (3 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. Présentez deux instruments de régulation des marchés financiers. (4 points)
3. En quoi consiste le pouvoir de marché d'une entreprise ? (3 points)

Document 1

Volumes de transactions de quotas européens depuis le lancement du système d'échange de quotas

	Volumes échangés (en millions de quotas)	Valeur des transactions (en millions d'euros)	Prix moyen du quota (en €)
2005	262	5 400	20,6
2006	828	14 500	17,5
2007	1 458	25 200	17,3
2008	2 731	61 200	22,4
2009	5 016	65 900	13,1

Source : Calculs Mission Climat de la Caisse des Dépôts à partir de données Point Carbon

Source : Références économiques pour le développement durable, *Conseil économique pour le développement durable*, n°12, 2010.

Document 2

Les normes d'émission, fixées par les autorités publiques, visent à fixer un plafond pour les émissions de carbone ou d'autres liées à la production d'un certain bien ou service. Assez répandues pour réguler les émissions de polluants dans l'air, elles sont bien adaptées lorsque le contrôle de leur application est aisé. C'est le cas de la norme européenne qui limite à 130 grammes de CO2 par kilomètre les émissions des voitures neuves à compter de 2012. Néanmoins, une norme ne s'applique pas à des émetteurs très différents : en ne tenant pas compte des coûts de réduction des émissions qui peuvent être très variables, elle engendrerait des coûts importants qui compromettraient son efficacité économique. De plus, les normes, souvent assises sur des volumes de production, n'assurent pas l'atteinte d'un volume d'émission de gaz à effet de serre donné. Par ailleurs, il n'existe pas d'incitation à abaisser les émissions sous la norme.

Source : « Le rôle des instruments économiques », *Caisse des Dépôts et Consignations*, commission climat, www.cdcclimat.com.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Vous montrerez que la croissance économique peut ne pas être soutenable.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

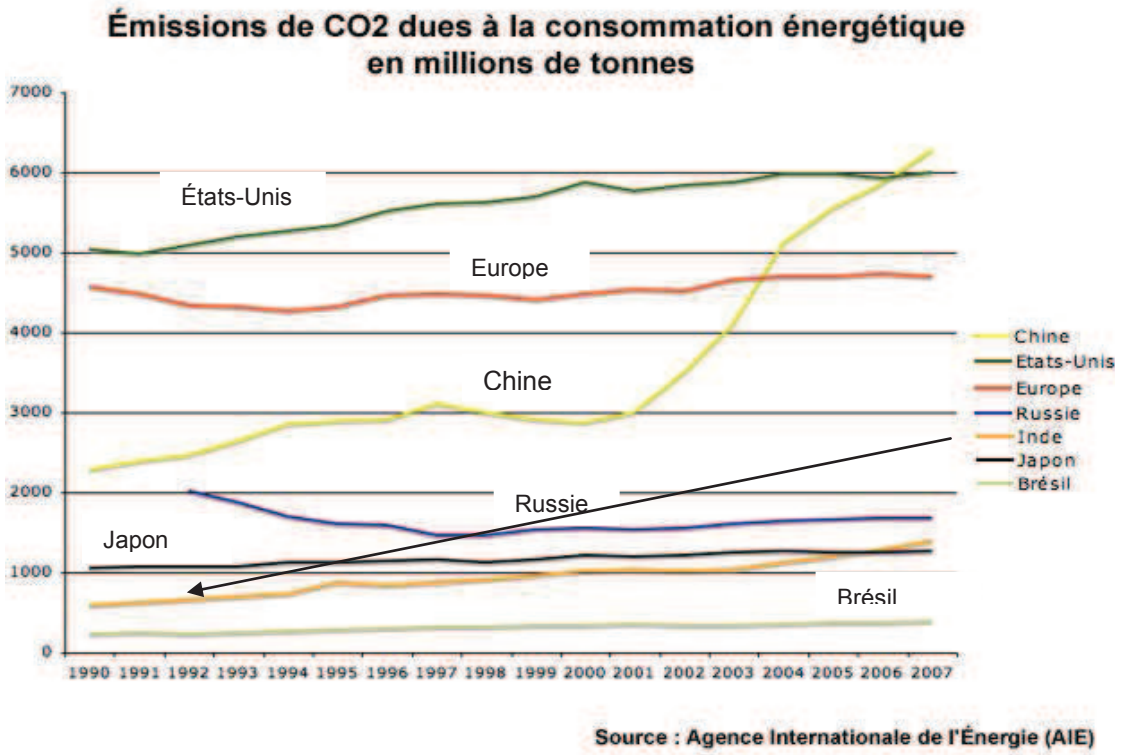
Question complémentaire de savoir-faire

1. Comparez l'évolution des émissions de CO_2 en Chine et en Europe depuis 1990. (document 1) (4 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. A partir d'un exemple, vous montrerez comment les barrières à l'entrée peuvent expliquer l'existence d'un pouvoir de marché. (3 points)
3. Qu'est-ce qu'un aléa moral ? (3 points)

Document 1



Document 2

Certains auteurs hétérodoxes insistent sur la nécessité de différencier les différents types de capital. Cette distinction fonde le point de vue de la durabilité forte, pour lequel la nature et les ressources naturelles (mais également le capital humain) existent indépendamment de leur utilité économique et, à ce titre, méritent d'avoir un statut à part dans l'analyse économique. Ils ont tenté d'appréhender la problématique du développement durable dans une perspective de préservation du stock de capital naturel. Sils ne donnent aucune définition précise de cette dernière notion, ils s'emploient néanmoins à s'éloigner d'une vision strictement libérale en indiquant les raisons qui les conduisent à différencier le capital physique du capital naturel. Pour commencer, ils reconnaissent que le premier n'est pas indépendant du second. Ensuite, ils rappellent que le capital naturel représente principalement le cadre de vie des hommes et, à ce titre, assure des fonctions extra-économiques. Ces deux attributs conduisent les auteurs à indiquer que, en fin de compte, la substituabilité n'est pas possible entre les deux types de capitaux.

Source : Lahsen Abdelmalki, Patrick Mundler, *Economie de l'environnement et du développement durable*, De Boeck Supérieur, Bruxelles, 2010.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Vous analyserez le rôle du marché comme instrument de la politique climatique.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

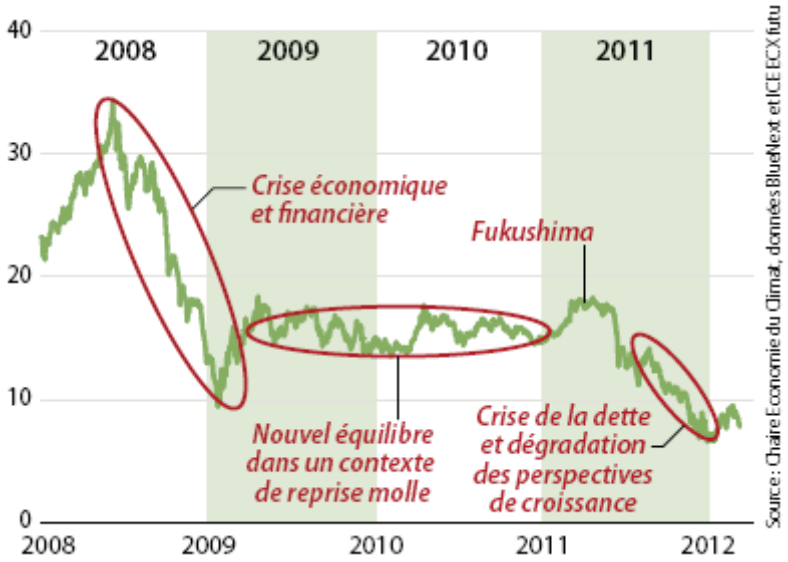
Question complémentaire de savoir-faire

1. Caractérisez l'évolution du prix du carbone entre 2008 et 2012 (document 1) (4 points).

Questions complémentaires de connaissances

1. Qu'est-ce qu'un marché pertinent ? (3 points)
2. Qu'est-ce qu'un comportement mimétique ? (3 points)

Document 1 : Evolution du prix du carbone (en euros par tonne de CO_2



Document 2

Le système européen d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre est la pierre angulaire de la politique européenne de lutte contre le changement climatique. Le principe en est le suivant : les États membres imposent un plafond sur les émissions des installations concernées (environ 12 000 installations dans les secteurs de la production d'électricité, des réseaux de chaleur, de l'acier, du ciment, du raffinage, du verre, du papier, etc. qui représentent plus de 40% des émissions européennes de gaz à effet de serre), puis leur allouent les quotas correspondants à ce plafond. À la fin de chaque année, les installations sont tenues de restituer un nombre de quotas équivalent à leurs émissions réelles. Les entreprises assujetties ont par ailleurs la possibilité d'échanger des quotas sur le marché européen des quotas d'émission :

- une installation qui émet plus que son allocation doit se procurer les quotas manquants : c'est le principe pollueur-payeur ;
- une installation qui émet moins que son allocation peut revendre ses quotas non utilisés et bénéficier ainsi de revenus, qui sont mobilisables par exemple pour financer des investissements leur permettant de maîtriser leurs émissions.

Le système européen d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre est le principal outil européen existant en vue d'atteindre l'objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne de 20% par rapport au niveau de 1990 d'ici 2020.

Source : Ministère de l'écologie du développement durable et de l'énergie – www.developpement-durable.gouv.fr/-Systeme-d-echange-de-quotas-.html

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Vous montrerez que la taxation n'est qu'un instrument économique parmi d'autres pour mener une politique climatique.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

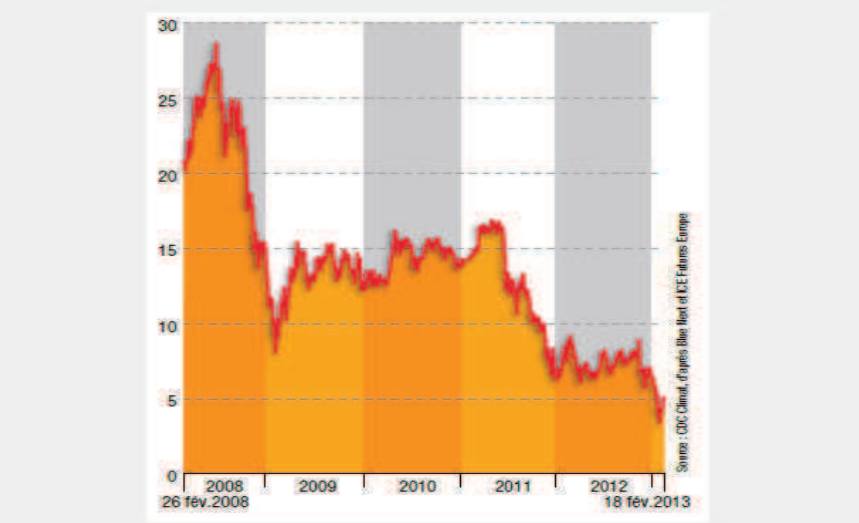
Question complémentaire de savoir-faire

1. Caractérisez l'évolution du prix au comptant des crédits carbone, en euros / tonnes de CO2 (Document 1). (4 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. Comment les barrières à l'entrée permettent-elles aux entreprises d'exercer un pouvoir de marché ? (3 points)
3. Montrez comment l'aléa moral joue un rôle dans les crises financières. (3 points)

Document 1 : Evolution du prix au comptant des crédits carbone, en euros / tonne de CO2



Source : *Alternatives Économiques* n° 322 , mars 2013.

Document 2

Par rapport à l'Europe du Nord et à d'autres pays industrialisés, la France a pris du retard dans la fiscalité écologique (aussi appelée fiscalité environnementale, écofiscalité), notamment avec l'échec de la taxe carbone et sa censure par le Conseil constitutionnel.
En vertu du principe de responsabilité élargie du producteur, les fabricants, importateurs ou distributeurs de certains produits (emballages ménagers, équipements électriques, piles, etc.) s'acquittent d'une faible contribution destinée à financer la collecte sélective, le recyclage ou le traitement des déchets de fin de vie.
Le système de « bonus-malus écologique » appliqué aux véhicules plus ou moins émetteurs de CO_2 s'apparente à une fiscalité écologique avec 1,1 Md€ de recettes en 2011. La fiscalité écologique française inclut des crédits d'impôt, réductions de taxe, bonus, etc. visant à inciter les comportements favorables à l'environnement, avec par exemple en 2011 2 Md€ de déduction fiscale accordés en 2011 pour l'isolation des logements et les énergies renouvelables, 33 M€ de déduction pour soutenir l'agriculture biologique.

Source : Article www.wikipedia « écotaxe, le cas français », 2013.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Montrez que la politique climatique repose sur plusieurs instruments.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire

1. Effectuez un calcul simple pour montrer l'évolution des quotas échangés entre 2005 et 2009. (3 points) (Document 1)

Questions complémentaires de connaissances

2. Présentez deux stratégies que peuvent utiliser les entreprises pour exercer un pouvoir de marché. (3 points)
3. Présentez deux instruments de régulation des marchés financiers. (4 points)

Document 1

Volumes de transactions de quotas[1] depuis le lancement du système d'échange de quotas dans l'Union européenne

	Volumes échangés (en millions de quotas)	Valeur des transactions (en millions d'euros courants)	Prix moyen du quota en euros courants
2005	262	5 400	20,6
2006	828	14 500	17,5
2007	1 458	25 200	17,3
2008	2 731	61 200	22,4
2009	5 016	65 900	13,1

Source : « Références économiques pour le développement durable, Prix du quota de CO_2 et taxe carbone : quelques éléments de cadrage », DE PERTHUIS Christian, DELBOSC Anaïs, *Conseil Economique pour le Développement Durable*, 2010.

[1] Un quota représente un droit d'émission d'une tonne de dioxyde de carbone (CO_2).

Document 2

[…] La diffusion généralisée des meilleures technologies disponibles sur le marché et des « bonnes pratiques » dans tous les domaines – réseaux d'autobus express sur voies dédiées dans des villes d'Amérique latine, efforts d'isolation des bâtiments en Chine, essor massif des énergies renouvelables en Allemagne, part élevée de l'agriculture bio en Autriche… - permettrait de faire chuter drastiquement les émissions des pays riches et d'engager les pays du Sud sur la voie d'une réduction des leurs sans brider leur développement. […] Il n'en implique pas moins de lourds investissements financiers et organisationnels : écotaxes, durcissement régulier des normes sur les émissions des bâtiments et des véhicules, sur la part des renouvelables dans le mix énergétique*… A long terme, ces coûts seront en grande partie – sinon totalement selon certains – compensés par la baisse de la facture énergétique, par les nombreuses créations d'emplois et, d'une façon générale, le mieux-être de la société.

* mix énergétique : répartition des différentes sources d'énergies primaires consommées pour la production des différents types d'énergies nécessaires pour les transports, le chauffage…

Source : Antoine de RAVIGNAN, Alternatives Economiques HS n°96, 2 nd trimestre 2013.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous montrerez que les inégalités sont multiformes et cumulatives.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire

1. Faites une phrase expliquant le sens de chaque donnée en gras et soulignée (document 1). (3 points)

Questions complémentaires de connaissances

1. Expliquez ce qu'est un comportement mimétique et son impact dans le développement des crises financières. (4 points)
2. Dans quels domaines la politique de la concurrence s'exerce-t-elle? (3 points)

Document 1

Niveau des salaires mensuels nets par déciles, en 2009, en euros

Déciles	Salaires mensuels nets
D1	1 127
D2	1 256
D3	1 373
D4	1 500
D5	**1 646**
D6	1 829
D7	2 075
D8	2 466
D9	3 255
D9/D1	**2,89**

Source : *Alternatives Économiques*, Hors-série poche n°56, les inégalités en France, septembre 2012.

Document 2

Les différents types d'inégalités interagissent entre eux et constituent un processus cumulatif [...]. Aussi, les inégalités sociales se nourrissent-elles les unes les autres et tendent à se reproduire de génération en génération. Les inégalités de revenus disponibles engendrent quasi mécaniquement des inégalités de patrimoine ou pratique de consommation [...]. De manière analogue, les inégalités de situation des parents engendrent chez leurs enfants des dispositions et des capacités différentes face à la formation scolaire débouchant sur des qualifications et des insertions inégales dans la division sociale du travail.

Source : Alain Bihr, "le système des inégalités", L'Etat des inégalités en France, données et analyses 2007, Belin/Observatoire des inégalités.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Vous expliquerez pourquoi la mobilité sociale est limitée.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire

1. Faites deux phrases donnant la signification des données soulignées (4 points) (document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. Distinguez le régime de retraite par répartition de celui par capitalisation (3 points).
3. Présentez un exemple de barrière à l'entrée (3 points).

Document 1

Table de destinée (%)

PCS du père	PCS du fils						
	AE	**ACCE**	**CPIS**	**PI**	**E**	**O**	**Total**
AE Agriculteurs Exploitants	22	6	9	17	9	37	100
ACCE Artisan, commerçant et Chefs d'entreprise	1	21	22	24	9	24	100
CPIS Cadre et Professions intellectuelles supérieures	0	6	**52**	26	6	9	100
PI Professions Intermédiaires	0	8	33	33	9	17	100
E Employé	0	7	22	28	17	26	100
O Ouvrier	1	8	10	23	12	46	100
Ensemble	**4**	**9**	**19**	**24**	**11**	**34**	**100**

Champ : hommes actifs ayant un emploi ou anciens actifs ayant eu un emploi, âgés de 40 à 59 ans.
Source : d'après INSEE, Enquête FQP, 2003.

Document 2

On sait aussi désormais que l'appropriation de la culture écrite scolaire est au cœur des premiers problèmes rencontrés et des processus d'échec scolaire. Or, les familles dotées de ressources culturelles livrent à l'école des enfants déjà porteurs de formes bien constituées d'habileté langagière, de connaissances culturelles diversifiées et même de compétences scolaires non négligeables. Par exemple, nombre d'enfants apprennent aujourd'hui à entrer dans l'écrit autant chez eux qu'à l'école […]. Pour eux, l'école élémentaire a quelque chose de «familial». Ils y respirent un air auquel ils sont habitués depuis leur naissance. En revanche, pour les familles les plus dépourvues de ressources et d'expériences scolaires, seule l'école est en mesure de faire ce qui ailleurs a été partiellement, voire parfois totalement, fait dans l'intimité du foyer. L'école a donc une responsabilité pédagogique et politique considérable vis-à-vis de ces enfants qui n'ont bien souvent que le temps passé entre les murs de l'école pour entrer dans la culture scolaire et se l'approprier.

Source : Bernard Lahire, « La transmission familiale de l'ordre inégal des choses », Septembre 2011, ENS-LSH

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Vous analyserez le rôle de l'école dans la mobilité sociale.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire

1. Illustrez à l'aide d'une donnée chiffrée la notion de mobilité ascendante (3 points). (document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. En quoi consiste le pouvoir de marché d'une entreprise ? (3 points).
3. Présentez la théorie du cycle de vie (4 points).

Document 1

Table de destinée socioprofessionnelle intergénérationnelle en 2003

En %	Groupe socioprofessionnel du père						
Groupe socioprofessionnel du fils	Agriculteur exploitant	Artisan, commerçant, chef d'entreprise	Cadre et profession intellectuelle supérieure	Profession intermédiaire	Employé	Ouvrier	Ensemble
Agriculteur exploitant	22	1	0	0	0	1	4
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	6	21	6	8	7	8	9
Cadre et profession intellectuelle supérieure	9	22	52	33	22	10	19
Profession intermédiaire	17	24	26	33	28	23	24
Employé	9	9	6	9	17	12	11
Ouvrier	37	24	9	17	26	46	34
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Champ : hommes actifs âgés de 40 à 59 ans en 2003

Source : Enquête FQP, INSEE, 2003

Document 2

En 1963, le sociologue américain Charles A. Anderson étudie le rapport entre le diplôme relatif et le statut social relatif du fils par rapport au père. Un fils ayant un diplôme plus élevé que son père devrait avoir un statut social plus élevé ; or il n'en est pas toujours ainsi, d'où le nom de *paradoxe d'Anderson*.
Environ 30% des enfants ayant un diplôme supérieur à celui de leurs pères ont un statut social soit égal soit inférieur à ce dernier.
Dans *L'inégalité des chances* (1973) Raymond Boudon, reprenant cette analyse, souligne que le nombre de positions scolaires élevées augmente beaucoup plus vite que le nombre de positions sociales élevées ce qui entraîne mécaniquement une dévalorisation objective des diplômes scolaires sur le marché du travail.

Source : A. Beitone et alii, Sciences sociales, Sirey, coll. Aide-mémoire, 4e édition, 2004.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
En quoi l'évolution de la structure socioprofessionnelle explique-t-elle la mobilité sociale ?

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire

1. Faites une phrase avec chacune des 3 données soulignées (Document 1). (3 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. Décrivez la théorie du cycle de vie. (4 points)
3. Qu'est-ce qu'un monopole discriminant ? (3 points)

Document 1 : Table de destinée

Groupe socioprofessionnel du père	Groupe socioprofessionnel du fils						
	1	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**Ensemble**
1. Agriculteurs exploitants	22	6	9	17	9	**37**	100
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1	21	22	24	9	24	100
3. Cadres et professions intellectuels supérieures	0	6	**52**	26	6	9	100
4. Professions intermédiaires	0	8	33	33	9	17	100
5. Employés	0	7	22	28	17	26	100
6. Ouvriers	1	8	10	23	12	46	100
Ensemble	4	9	19	**24**	11	34	100

Source : INSEE, *Enquête FQP*, 2003.

Document 2

Mais qu'en est-il exactement de la réalité statistique du brassage social opéré dans les sociétés modernes ? C'est ce que les sociologues et les démographes ont tenté de repérer à partir de très nombreuses études […].

Des résultats généraux ont été dégagés de ces études, menées depuis de nombreuses années dans plusieurs pays occidentaux.

- On constate tout d'abord qu'il existe bien une circulation entre les groupes sociaux au moins depuis l'après-guerre […].
- Une partie de cette mobilité est due à la transformation des structures sociales elles-mêmes. Le simple fait que, en France, les agriculteurs soient passés de 30% de la population active dans les années 1940 à 4% au seuil des années 2000 oblige les enfants d'agriculteurs à quitter la terre pour accéder à d'autres fonctions. Il en va de même pour les ouvriers dont le nombre a diminué depuis l'après-guerre. Et comme entre-temps le nombre de cadres et de professions intermédiaires (classes moyennes) a augmenté, il y a donc eu un transfert structurel vers les catégories plus élevées dans l'échelle sociale. Ce transfert a été estimé à environ 40% de la mobilité sociale totale.

Source : Jean-François Dortier (dir.), *Dictionnaire des sciences humaines*, Sciences Humaines, 2008.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Peut-on parler de phénomène de déclassement social ?

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Faites une phrase avec les données soulignées pour en donner la signification. (document 1)

Questions complémentaires de connaissances

2. Expliquez ce qu'est un régime de retraites par répartition. (4 points)
3. Qu'est-ce qu'un monopole discriminant ? (3 points)

Document 1

Le déclassement des fils par rapport aux pères

	Position sociale du fils par rapport au père (en %)						
Diplôme du fils par rapport au père	**Plus élevée**		**Analogue**		**Moins élevée**		**Ensemble**
	1970	**1993**	**1970**	**1993**	**1970**	**1993**	
Plus élevé	33	53	56	40	11	7	100
Analogue	15	23	73	69	12	8	100
Moins élevé	13	16	66	56	21	28	100

Source : INSEE, enquêtes FQP 1970 et 1993.

Document 2

(Les études), c'était sur Paris, et c'était pas forcément évident. Et les conditions de vie sont pas forcément très simples, et les conditions financières, il fallait quand même faire très attention. Je pouvais avoir l'opportunité, à l'époque, de continuer sur une licence sur Paris, dans une fac au sud de Paris, mais j'ai pas forcément pris la décision de poursuivre. Donc, je me suis arrêtée avec mon bac+2, quand même, bac+2, c'est pas rien ! Je me retrouve à faire l'hôtesse d'accueil… quand même, bac+2 pour répondre au téléphone, c'est dingue quand on y pense… Mon père, avec le BEPC, il dirige une équipe !
(Femme, 39 ans, hôtesse d'accueil, père cadre dans la fonction publique)

Camille Peugny, *Le déclassement*, Grasset, 2010.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Vous montrerez que l'évolution de la structure socioprofessionnelle influence la mobilité sociale.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire

1. Faites une phrase expliquant le sens de chaque donnée en gras et soulignée (Document 1) (3 points).

Questions complémentaires de connaissances

2. Pourquoi faut-il contrôler les cartels de producteurs ? (4 points)
3. Présentez la théorie de cycle de vie (3 points).

Document 1 : Les groupes socioprofessionnels (France, 1982-2010)

Groupes socioprofessionnels	1982		2010		Evolution 1982-2010
	Effectifs en milliers	*Part en %*	*Effectifs en milliers*	*Part en %*	*Taux de variation annuel moyen (en%)*
Agriculteurs exploitants	1475	6,3	523	1,8	**-3,64**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1835	7,8	1754	6,2	-0,16
Cadres et professions intellectuelles supérieures	1895	8,1	4709	**16,6**	3,3
Professions intermédiaires	3971	16,9	6631	23,4	1,85
Employés	6247	26,6	8099	28,5	0,93
Ouvriers	7749	32,9	6244	22	-0,77
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	353	1,5	428	1,5	0,69
Population active totale	23525	100	28387	100	0,67

Source : INSEE, *enquête emploi,* 1982 et 2010.

Document 2

En 2003, 88 % des agriculteurs sont fils d'agriculteurs […]. Deux agriculteurs pris au hasard ont huit chances sur dix de venir du même milieu, mais tous les fils d'agriculteurs ne reproduisent pas le schéma paternel : 46 % d'entre eux deviennent en effet ouvrier ou employé, 26 % exercent une profession intermédiaire ou deviennent cadre et 28 % conservent le statut d'indépendant en restant le plus souvent agriculteur. Autre indicateur de la diversité des destinées, deux fils d'agriculteur pris au hasard ont huit chances sur dix de ne pas appartenir au même milieu social. Fortement encline à l'auto-recrutement, la catégorie des agriculteurs est, parce qu'il y a de moins en moins d'agriculteurs, la plus mobile socialement.

La situation est inverse chez les cadres. Seuls 24 % des cadres ont un père cadre, alors que 23 % ont un père ouvrier, 14 % un père artisan, commerçant ou chef d'entreprise et 20 % un père exerçant une profession intermédiaire. Les proportions de cadres ayant un père cadre et un père ouvrier sont similaires, mais les fils d'ouvrier, beaucoup plus nombreux que les fils de cadre, sont sous-représentés parmi les cadres. Diversité des origines et ressemblance des destinées ne sont pas contradictoires en raison de la modification des structures sociales.

S.Dupays, "En un quart de siècle, la mobilité a peu évolué", *Données Sociales*, 2006.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.
Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie (Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
En quoi les évolutions de l'emploi remettent-elles en cause l'intégration sociale ?

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Faites une phrase avec chaque donnée soulignée pour en donner la signification (document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. Présentez les différentes barrières à l'entrée qui permettent d'expliquer le pouvoir de marché (3 points)
3. Etablissez des liens entre cycle de vie, consommation et épargne (4 points).

Document 1

Emploi salarié selon le statut typique ou atypique en France (en milliers)

Emploi salarié en France	**1975**	**1985**	**2011**
1. Emploi salarié « typique »	**15 952**	**14 668**	**15 080**
2. Emplois « précaires » ou « temporaires »	**217**	**752**	**3 083**
- Intérimaires	0	113	543
- CDD	0	315	1 859
- Apprentis	165	178	371
- Contrats aidés et stagiaires	52	146	310
En % de l'emploi salarié	*1,24*	*4,17*	*13,5*
3. Emplois à « temps partiel »	**1 320**	**2 630**	**4 614**
4. Emploi salarié « atypique » (2 + 3)	**1 537**	**3 382**	**7 697**
En % de l'emploi salarié	*8,79*	*16,74*	*33,8*
Emploi salarié total	17 489	18 050	22 788

Source : Insee et DARES 2011

Document 2

L'emploi peut être stable et assurer dans ce cas un statut social valorisé au-delà du monde du travail, mais peut être instable, ce qui expose les salariés à l'insécurité sociale. Au cours des 20 dernières années, le rapport au travail et le rapport à l'emploi se sont également transformés. De nouvelles contraintes liées aux évolutions technologiques et aux politiques de gestion des entreprises affectent le rapport au travail, tandis que l'évolution de l'économie et l'intervention des pouvoirs publics ont modifié le rapport à l'emploi. En ce sens, l'expression « avoir un travail » signifie pour les salariés la possibilité de l'épanouissement dans une activité productive et, en même temps, l'assurance de garanties face à l'avenir. On peut donc définir le type idéal de l'intégration professionnelle comme la double assurance de la reconnaissance matérielle et symbolique du travail et de la protection sociale qui découle de l'emploi. On peut estimer que la première condition est remplie lorsque les salariés disent qu'ils éprouvent de la satisfaction au travail (...). La deuxième condition sera remplie si l'emploi exercé n'est pas aléatoire et s'il implique une certaine durée autrement dit, s'il permet au salarié de planifier son avenir.

Serge Paugam, Le lien social, PUF, 2010.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITE Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Vous analyserez l'évolution du rôle de la famille dans la cohésion sociale.

QUESTION COMPLEMENTAITRE (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire

1. Par une méthode de votre choix, mesurez l'évolution du nombre de divorces entre 1960 et 2010. (document 1) (3 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. Quelles sont les principales barrières à l'entrée que peut mettre en place une entreprise sur un marché ? (4 points)
3. Qu'est-ce que l'intermédiation financière ? (3 points)

Document 1

Évolution de quelques indicateurs en France

	1960	1970	1980	1990	2000	2005	2010
Mariages	319 944	393 686	334 377	287 099	297 922	276 303	251 654
Pacs	-	-	-	-	22 108	59 837	205 558
Divorces	30 182	38 949	81 156	105 813	114 005	152 020	133 909
Dissolutions de Pacs	-	-	-	-	620	8 595	34 023
Naissances	819 819	850 381	800 376	762 407	774 782	774 355	832 799
Naissances hors mariage en %	6,1	6,8	11,4	30,1	42,6	47,4	54,9

Source : INSEE et Ministère de la Justice.

Document 2

Il faut dire que les fonctions que l'on attend de la famille sont diverses et nombreuses éducation de ses membres, transmission des nonnes, apprentissage du respect et de l'obéissance... Elle est vue comme la cellule de base de toute société, nécessaire à la stabilité de tout le corps social. Émile Durkheim la qualifie de groupe primaire de socialisation. L'intensité des interactions entre les membres de la famille permet non seulement l'intériorisation des normes sociales et morales par chaque membre mais aussi la régulation des pulsions individuelles, par une forme de contrôle social. [...]
Partageant le pessimisme de ses contemporains, Durkheim pense cependant que l'importance du rôle intégrateur de la famille va aller en diminuant. La faute en revient là encore à l'affaiblissement juridique de la famille, mais aussi à la nécessité, pour le citoyen, de s'émanciper de l'influence familiale. Les groupes secondaires de socialisation (groupes de pairs, groupes professionnels...) sont plus généraux et permettent de prendre conscience des intérêts collectifs et non plus seulement individuels, ils sont plus favorables à l'émancipation des individus nécessaire à l'établissement de la démocratie et à la formation des citoyens.

Source : Nicolas JONAS, La famille, Bréal, coll. Thèmes et débats Sociologie, 2007.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Vous analyserez l'évolution des conflits sociaux en France.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

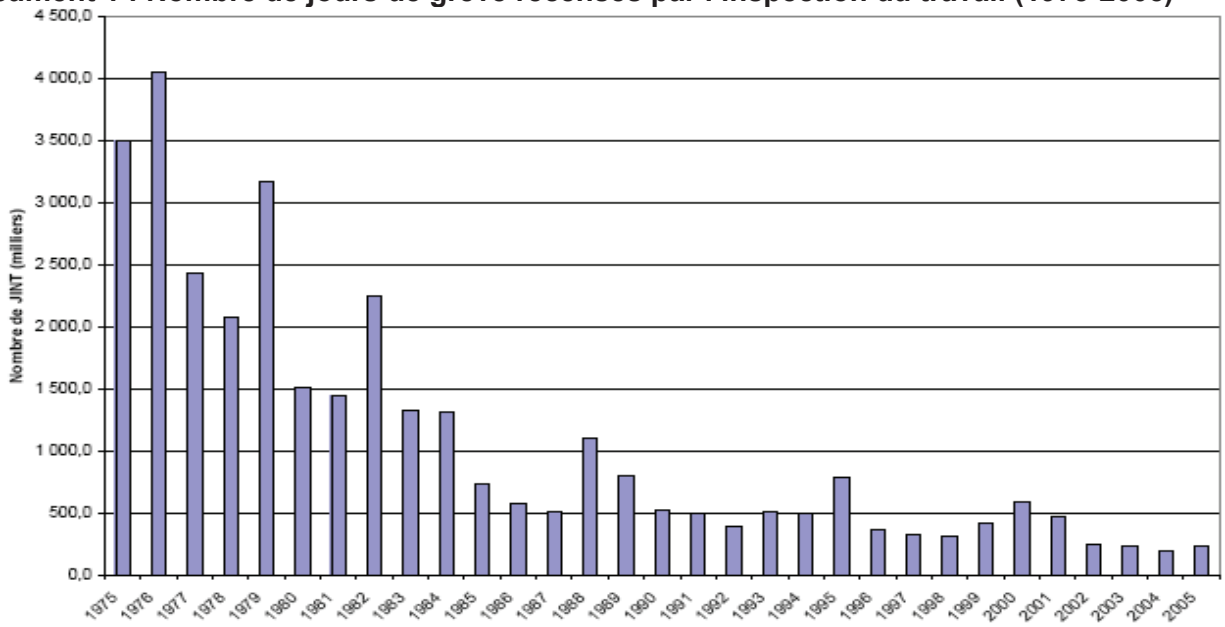
Question complémentaire de savoir-faire (4 points)

1. A l'aide d'un coefficient multiplicateur, mesurez l'évolution du nombre de jours de grève entre 1975 et 2001 (document 1). (3 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. A l'aide d'un exemple, illustrez le mécanisme de sélection adverse. (4 points)
3. Qu'est-ce qu'un marché pertinent ? (3 points)

Document 1 : Nombre de jours de grève recensés par l'inspection du travail (1975-2005)



Note : conflits localisés, hors transports à partir de 1996.

Source : DARES.

Document 2

Depuis 1968 surtout, les observateurs français – Alain Touraine en premier lieu – prétendent volontiers que des formes nouvelles, un style de vie propre à l'ère post-industrielle, font leur apparition. [..] A y regarder de plus près, on s'aperçoit pourtant que les formes utilisées ont déjà une histoire. La nouveauté réside dans les changements des groupes et des demandes. Dans le conflit industriel, par exemple, les grèves continuent de dominer l'action ouvrière, mais les cols blancs et les techniciens y prennent une part plus active, et certains groupes de travailleurs demandent à être consultés lors des décisions touchant la production et les investissements. De même, les demandes d'autonomie régionales, de droits sexuels ou de liberté de vie sont devenues plus fréquentes depuis la Deuxième Guerre mondiale, mais pour les présenter, leurs défenseurs ont le plus souvent recours aux manifestations, aux défilés et aux autres moyens similaires déjà largement répandus à la fin du XIXe siècle.

Source : Charles Tilly. La France conteste de 1600 à nos jours.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Vous analyserez la mutation des conflits sociaux.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

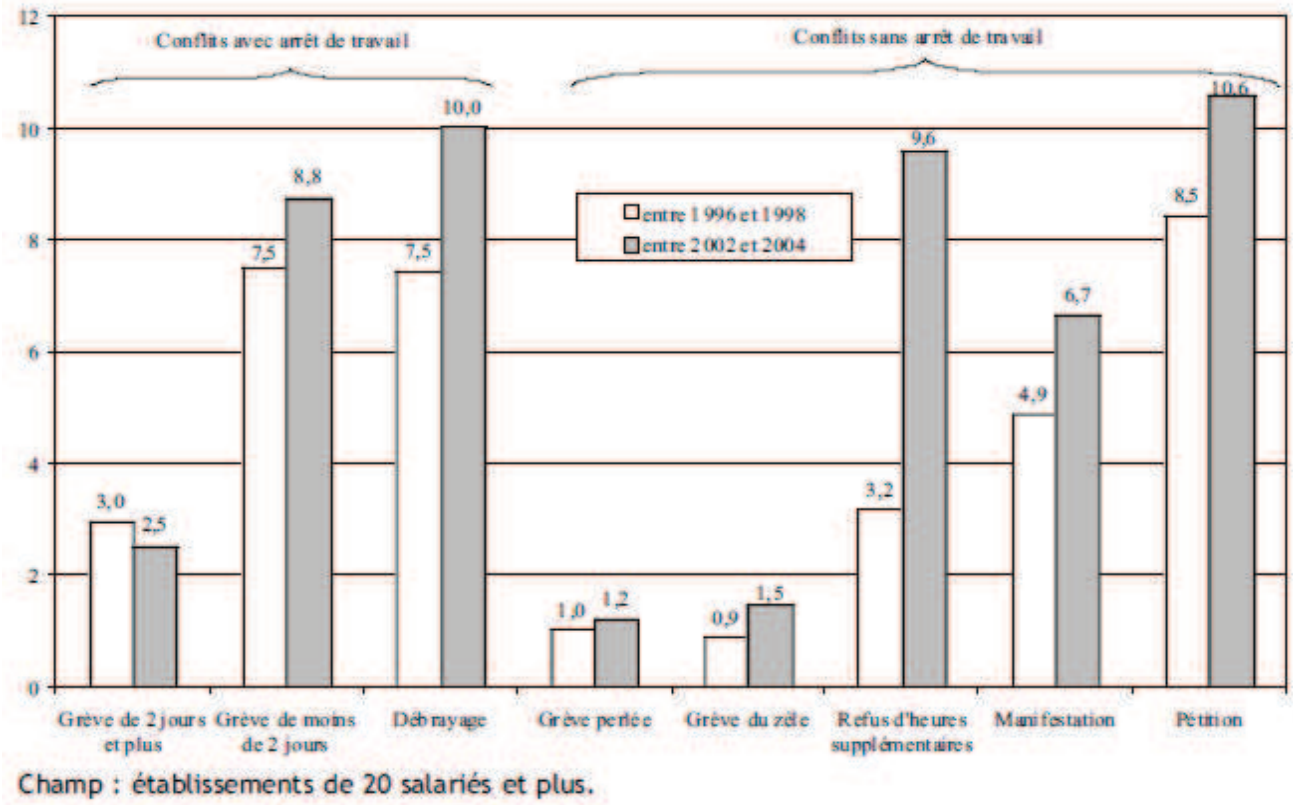
Question complémentaire de savoir-faire

1. À l'aide de calculs appropriés, montrez comment ont évolué les formes de conflits collectifs (Document 1). (3 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. Différencier un système de retraite par répartition d'un système de retraite par capitalisation. (4 points)
3. Illustrez la notion de barrière à l'entrée. (3 points)

Document 1 : L'évolution des formes de conflits collectifs (en % des établissements)



Source : Des conflits du travail plus nombreux et plus diversifiés, *Premières synthèses informations*, DARES, 2007.

Document 2

L'expression de nouveaux mouvements sociaux[i], tout d'abord, désigne à la fois un objet et un cadre d'analyse. Les différentes luttes ainsi qualifiées annoncent aux yeux de leurs analystes de véritables mutations sociales […]. Il y aurait donc […] de nouveaux mouvements sociaux par rapport à d'autres, anciens condamnés à dépérir ou à disparaitre. Ce postulat est affirmé par le politiste américain Ronald Inglehart (1977) qui affirme que dans les sociétés riches où les besoins matériels les plus élémentaires (se nourrir, se loger, se soigner…) sont désormais comblés, les désirs se tournent vers d'autres souhaits ou préférences non satisfaits, de nature cette fois non matérielle mais davantage matérielle. […] Des NMS comme l'écologie (qui défend le cadre de vie) ; le féminisme ou encore le régionalisme (qui défendent des identités collectives), s'opposeraient ainsi par la nature non matériel de leurs enjeux à l'ancien mouvement ouvrier, aux exigences d'ordre avant tout matériel (augmentation des salaires principalement).

Source : L. Mathieu, Les années 70, un âge d'or des luttes ?, Textuel, 2009.

[i] Ces mouvements ont été étudiés et définis en France par le sociologue Alain Touraine et son équipe.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Vous montrerez comment les conflits sociaux participent à l'intégration sociale.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

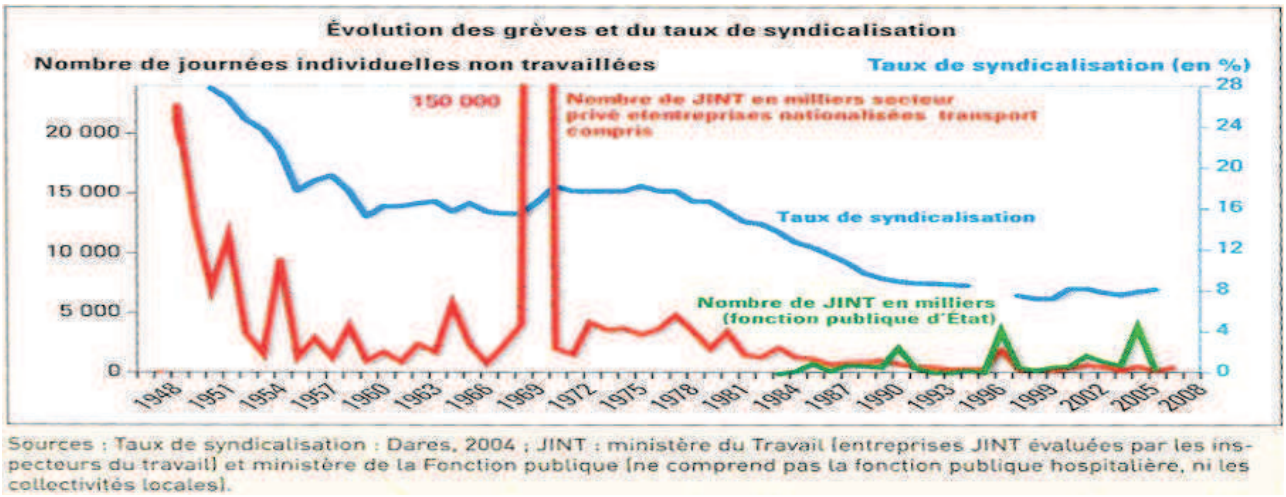
Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Mesurez, à l'aide de l'outil statistique de votre choix, la variation du taux de syndicalisation entre 1951 et 2005. Vous poserez le calcul (Document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. Distinguez les caractéristiques d'un système de retraite par répartition d'un système de retraite par capitalisation. (4 points)
3. Quand peut-on parler d'abus de position dominante ? (3 points)

Document 1



Sources : Taux de syndicalisation : Dares, 2004 ; JINT : ministère du Travail (entreprises JINT évaluées par les inspecteurs du travail) et ministère de la Fonction publique (ne comprend pas la fonction publique hospitalière, ni les collectivités locales).

Note de lecture : JINT = Journées Individuelles Non Travaillées

Document 2

Le rôle du mouvement ouvrier qui s'efforçait de fondre les pauvres et les exclus dans la masse des exploités pour en faire des acteurs centraux de la société industrielle a été triple. D' abord, il a participé à la formation d'une communauté de vie, d'un cadre d'intégration sociale. Les banlieues rouges ont construit tout un appareillage de mouvements, d'organisations et d'associations qui ont assuré l'intégration des travailleurs. Puis le mouvement ouvrier a été un acteur essentiel de la formation de l'Etat-providence, il a participé à la construction d'un ensemble de droits sociaux à partir des conditions de travail et des luttes dans l'entreprise. Enfin, le mouvement ouvrier a forgé une conscience de classe. Il a porté une conscience fière du travail industriel, il a transformé les plus défavorisés en acteurs collectifs, il s'est identifié au progrès et aux versions utopiques de l'avenir. Il a intégré les ouvriers dans la nation.

Source : Dubet, D. Martucelli, Dans quelle société vivons-nous ?, Le Seuil, coll. « L'épreuve des faits », 1998

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Comment la redistribution peut-elle contribuer à la justice sociale ?

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (4 points)

1. A l'aide du document 1, montrez que la redistribution permet de réduire les inégalités.

Questions complémentaires de connaissances

2. Qu'est-ce qu'un marché pertinent? (3 points)
3. Qu'appelle-t-on sélection adverse? (3 points)

Document 1

Montants moyens des prélèvements et prestation par ménage[1] en 2012 en euros

Déciles de niveau de vie avant et après redistribution

	D1	D10
Revenu avant redistribution (A)	**4 128**[3]	**72 195**
Prélèvements :	-165	-15 886
Financement de la protection sociale	-209	-5 716
Impôt directs	45	-10 170
Prestation	5 985	345
Prestation familiales	1 925	298
Aide au logement	1 831	18
Minima sociaux[2]	2 229	29
Revenu après redistribution (B)	**9 948**	**56 654**
Taux de redistribution (B-A)/A	141,0	-21,5

[1]. Les revenus et prélèvements par ménage sont exprimés en unités de consommation. Ce système de pondération attribue un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC).
[2]. Partie « socle » du revenu de solidarité active, minimum vieillesse, allocation supplémentaire d'invalidité, allocation pour adulte handicapé et son complément.
[3]. En 2013, les 10% des ménages les moins riches avaient un revenu avant redistribution de 4 128 euros en moyenne.
Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : *France, portrait social* - édition 2013, INSEE, « La redistribution : état des lieux en 2012 », Marie-Cécile Cazenave, Jonathan Duval, Tania Lejbowicz, Juliette Stehlé

Document 2

La fourniture gratuite de ce service [d'éducation] par l'Etat peut être analysée comme un transfert en nature dont le montant unitaire est, en première analyse le même pour tous.[…] Les dépenses d'éducation nationale ont également des effets redistributifs particulièrement importants au plan horizontal. En effet, en raison de l'obligation de scolarisation, les ménages comportant plusieurs enfants en bénéficient davantage que ceux qui n'en ont qu'un et, a fortiori, que ceux qui n'en comportent pas. Compte tenu du fait que les personnes appartenant à un ménage comportant trois enfants ou plus disposent, en moyenne, d'un niveau de vie plus faible que les autres ménages, cette composante horizontale de la redistribution opérée par l'Education nationale augmente son caractère redistributif au plan vertical. […] Les ménages les plus modestes et les familles bénéficient particulièrement de ces transferts liés à l'éducation.

Source : Conseil des prélèvements obligatoires, « Prélèvements obligatoires sur les ménages : progressivité et effets redistributifs », mai 2011.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie (Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
La fiscalité en France contribue t-elle à plus de justice sociale?

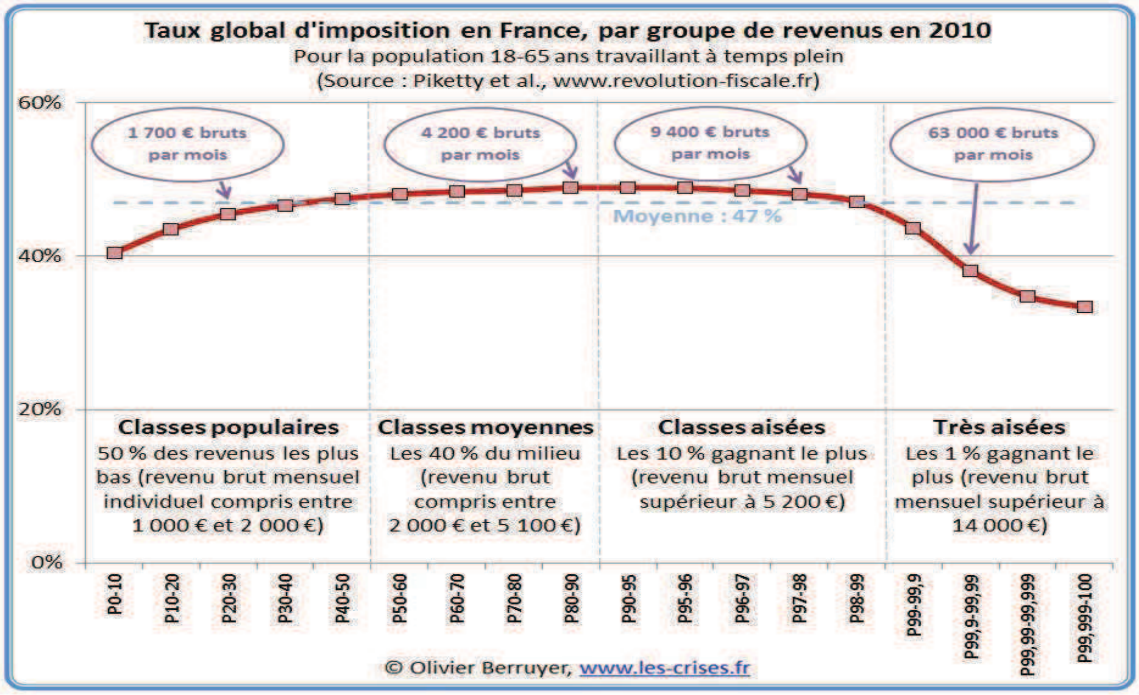
QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :
Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Comparez le taux global d'imposition des classes populaires et celui des classes très aisées. (document 1)

Questions complémentaires de connaissances

2. Comment le modèle du cycle de vie explique-t-il l'évolution de l'épargne ? (3 points)
3. Citez deux exemples d'actifs financiers (4 points)

Document 1



lecture:
P0-10: 10% de la population
P90-95: 5% de la population
P99,999-100: 0,001% de la population

Document 2

L'impôt n'est jamais neutre. Il procède de choix de société dans la répartition des richesses et le financement de l'action publique. Ainsi, un impôt progressif pourra contribuer à réduire les inégalités, un objectif qu'un impôt proportionnel ne peut s'assigner puisqu'il ne privilégie que le seul rendement financier. Un système fiscal équilibré, c'est-à-dire comportant des impôts (sur les revenus, les bénéfices, le patrimoine et la consommation) progressifs et, dans une moindre mesure, proportionnels, n'est donc pas simplement logique ni même «rentable», il est en outre favorable à la cohésion sociale…L'impôt n'est pas antiéconomique. Il finance des facteurs publics indispensables à l'activité économique comme l'éducation, la santé, les infrastructures publiques... De plus, par la redistribution, il permet de soutenir la consommation, principal levier de la croissance ...Sans impôt, combien de ménages pourraient financer sur leurs propres deniers la scolarité de leurs enfants (selon l'OCDE, le «coût» annuel d'un collégien est de plus de 7 400 euros), leur santé... ? Sans impôts, point de société. Et sans impôt juste, point de justice sociale.

Source : V. Drezet, « Sans impôt juste, point de justice sociale », *Libération*, 20/02/2008.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Expliquez comment se détermine le niveau des salaires.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire

1. En utilisant les données du document 1, montrez comment ont évolué les Demandes d'Emploi en Fin de Mois. (4 points).

Questions complémentaires de connaissances

2. Comment le modèle du cycle de vie explique-t-il l'évolution de l'épargne ? (3 points)
3. Quelles barrières légales peuvent exister à l'entrée de certains marchés ? (3 points)

Document 1 :

Demandes d'Emploi en Fin de Mois (DEFM), en France métropolitaine

Source : Pôle emploi, 2013.

	Décembre 2013	Evolution mensuelle	Evolution annuelle	Ecart mensuel	Ecart annuel
DEFM Catégorie A[1], Total	3 303 200	0,3%	5,7%	10 200	177 800
Hommes	1 734 400	0,2%	6,4%	3 700	104 100
Femmes	1 568 800	0,4%	4,9%	6 500	73 700
- de 25 ans	535 100	- 0,4%	- 0,3%	- 2 300	- 1 500
25 à 49 ans	2 025 100	0,1%	5,1%	3 000	98 200
50 ans ou +	743 000	1,3%	12,3%	9 500	81 100

[1] : Il s'agit des demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits à Pôle emploi, n'ayant exercé aucune activité professionnelle rémunérée au cours du mois et à la recherche d'un emploi.

Document 2

Les négociations collectives se déroulent au niveau national, sectoriel et de l'entreprise. […] Les négociations sectorielles constituent le niveau de négociation le plus important en termes de couverture, bien que les salaires fixés par ce biais soient parfois inférieurs au salaire minimum national […]. Au niveau de l'entreprise, l'employeur est également tenu de mener des négociations annuelles sur les salaires, le temps de travail et d'autres questions quand il y a un délégué syndical - ce qui concerne essentiellement les entreprises de plus de 50 travailleurs. La loi n'impose cependant pas d'obligation d'accord et, parfois, l'employeur se contente d'écouter les revendications des syndicats, puis fixe unilatéralement les rémunérations et les conditions. La législation adoptée en 2004 permet aux accords d'entreprise de déroger à la convention sectorielle dans les domaines où celle-ci ne l'interdit pas expressément, comme les salaires minima. Par ailleurs, la loi de 2008 donne la primauté aux accords d'entreprise sur les accords sectoriels s'agissant du temps de travail.

Source : fr.worker-participation.eu, 2011.

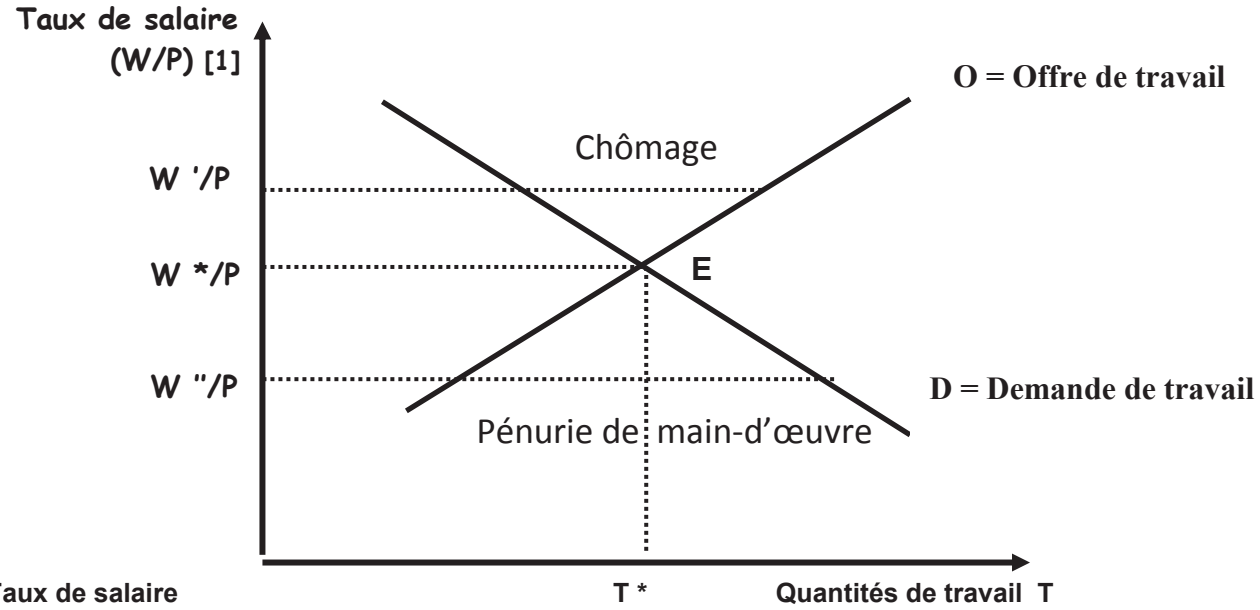
Baccalauréat ES **Sciences Économiques et Sociales** **Épreuve orale du 2nd groupe**

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPÉCIALITÉ Économie approfondie (Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) : Présentez l'analyse néoclassique du marché du travail.
QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) : **Question complémentaire de savoir-faire** (4 points) **:** 1. Expliquez pourquoi les droites O et D sont respectivement croissante et décroissante (Document 1).
Questions complémentaires de connaissances : 2. Distinguez les régimes de retraite par répartition et par capitalisation (3 points) 3. Vous préciserez la notion de « pouvoir de marché » (3 points).

Document 1 : Équilibre et chômage sur le marché du travail



[1] :Taux de salaire réel
W : salaire nominal
P : niveau des prix

Source : d'après P. Pourcel, Le chômage, collection Thèmes & Débats, Bréal 2002.

Document 2

Depuis 1911, [...] il existe en Angleterre un système d'assurance chômage, qui donne aux ouvriers sans travail une indemnité connue sous le nom de « *dole* ». La conséquence d'un pareil régime a été d'établir un certain niveau minimum de salaire, à partir duquel l'ouvrier préfère toucher la « *dole* » plutôt que de travailler pour un salaire qui ne lui vaudrait qu'un excédent assez faible sur la somme qu'il reçoit comme chômeur. [...] Avant la guerre (de 1914-1918), tant qu'il y avait des chômeurs, l'obligation dans laquelle ils étaient de trouver du travail pour subsister et la concurrence qui s'établissait entre eux les conduisaient à consentir des baisses de salaires. Mais, depuis la guerre, ce mécanisme a cessé de jouer en Angleterre. Dans tous les domaines où un prix a été artificiellement fixé à un taux un peu différent de celui qu'il aurait spontanément atteint, il y a eu crise de quantité, et ceci sans aucune exception.

Source : J.Rueff, « L'assurance chômage, cause du chômage permanent », *Revue d'économie politique*, 1931.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.
Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Montrez que la segmentation du marché du travail et le salaire d'efficience permettent d'expliquer la formation du salaire réel.

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (4 points)

1. Vous caractériserez les inégalités salariales mises en évidence par le document 1.

Questions complémentaires de connaissances

2. A l'aide d'un exemple de votre choix, expliquez ce qui peut générer un choc systémique. (3 points)
3. Présentez un exemple de stratégie pouvant être menée par une entreprise afin d'obtenir un pouvoir de marché. (3 points)

Document 1

Salaire mensuel net médian selon le diplôme et le sexe des personnes en emploi à temps complet en 2012 et sorties depuis 11 ans ou plus de formation initiale

En Euros	Diplôme du supérieur long	Diplôme du supérieur court	Bac et équivalents	CAP-BEP et équivalents	Brevet, CEP et sans-diplôme	Ensemble
Hommes	3 220	2 400	2 000	1 740	1 610	1 930
Femmes	2 330	2 000	1 630	1 470	1 380	1 650

Champ : France métropolitaine

Source : INSEE, enquête Emploi
http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/FORMEMP13_e_FTLo2insertion.pdf.

Document 2

Les théories du salaire d'efficience prennent appui sur le fait que l'employeur est souvent incapable de mesurer l'intensité de l'effort de travail de chaque salarié (ou que cette mesure aurait un coût prohibitif). Il peut alors faire l'hypothèse que cette intensité est fonction du taux de salaire offert. Des salaires plus élevés permettent d'attirer et de fidéliser des travailleurs qui, parce qu'ils se considèrent « bien traités » par l'employeur, seront plus motivés, plus coopératifs, donc plus performants. Profiter du chômage pour réduire leurs salaires entraînerait démotivation, instabilité et conflits. De ce fait, le taux de salaire s'établit à un niveau supérieur à celui qui équilibrerait l'offre et la demande de travail. Le chômage qui en résulte est bien « involontaire » du point de vue des chômeurs ; il n'a pas pour fonction de faire pression sur le taux de salaire des titulaires d'emploi, mais de stimuler leur effort productif (à la fois par la « carotte » du haut salaire et par le « bâton » de la menace de licenciement).

Source : Jacques Freyssinet, Le chômage, La Découverte, coll. Repères, 2000.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Quels sont les principaux déterminants de la fixation du taux de salaire réel ?

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

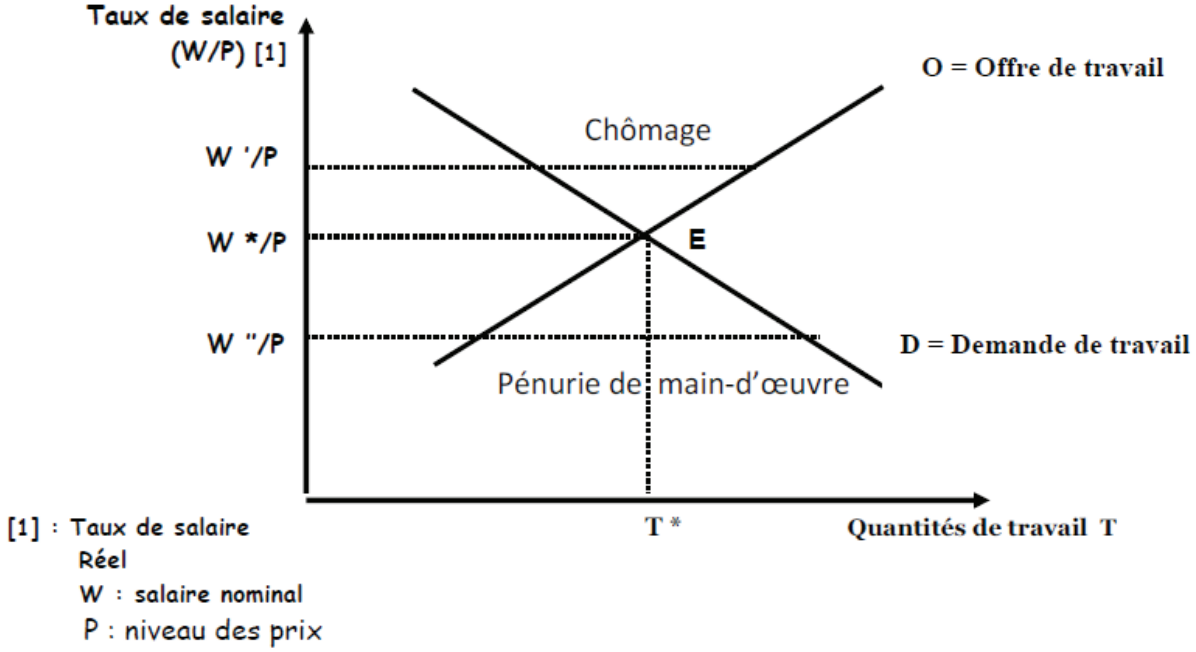
Question complémentaire de savoir-faire

1. Expliquez pourquoi les droites O et D sont respectivement croissante et décroissante (Document 1). (3 points)

Questions complémentaires de connaissances

2. Expliquez la différence entre l'intermédiation financière et le processus de désintermédiation financière. (4 points)
3. Montrez le lien entre « barrières à l'entrée » et « pouvoir de marché ». (3 points)

Document 1



Source : d'après P. Pourcel, Le chômage, collection Thèmes & Débats, Bréal 2002

Document 2

Certaines analyses partent du postulat que le marché du travail n'est pas, comme dans le modèle néoclassique « standard », un lieu où une offre et une demande de travail homogène s'ajustent grâce à un prix flexible, le salaire. La fixation du salaire obéit à un ensemble de règles plus qu'à des mécanismes marchands. […]
La détermination du salaire est plus un problème à résoudre qu'une solution au bon fonctionnement du marché. Communément, son calcul est résolu par l'application d'un grand nombre de règles, légales ou contractuelles (contrat de travail et conventions collectives) […].
L'exemple du salaire minimum en France, qui concerne un salarié sur dix en 2012, est intéressant.

Source : G. de Larquier, Recrutement et détermination du salaire : l'importance des règles et des conventions, Problèmes économiques, février 2013.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :
Quelles sont les limites du modèle néo-classique de base concernant le fonctionnement du marché du travail ?

QUESTIONS COMPLEMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (4 points) :

1. Peut-on établir une corrélation entre taux de chômage et niveau de diplôme ? (document 1)

Questions complémentaires de connaissances :

2. Illustrez par un exemple la politique de concurrence au niveau européen. (3 points)
3. Expliquez ce qu'est un risque systémique. (3 points)

Document 1

Taux de chômage selon le niveau de qualification (en %)

Données	1e trimestre 2008		2e trimestre 2012	
	Personnes hautement qualifiées (1)	Personnes non qualifiées (2)	Personnes hautement qualifiées (1)	Personnes non qualifiées (2)
Ensemble de l'UE	3,7	11,4	5,9	18,5
Allemagne	3,4	15,7	2,2	12,9
Espagne	5,7	12,8	14,7	33,5
France	4,4	12,1	5,2	15,8
Italie	4,8	9,0	6,9	14,1
Royaume-Uni	2,5	9,6	4,1	14,3

Source : Eurostat, base de données disponible sur : http//epp.eurostat.ec.europa.eu.

N.B. : Le niveau de qualification est ici appréhendé par le niveau de diplôme. Les deux notions ne se recoupent pas exactement – la qualification peut s'acquérir par l'expérience et la mobilité professionnelle – mais sont très liées.
1 : Personnes diplômées de l'enseignement supérieur. 2 : Niveau d'études primaire et début secondaire.

Document 2

« Le marché du travail est particulièrement affecté par les problèmes d'asymétrie d'information. Par exemple, pour expliquer pourquoi l'effort peut dépendre du salaire alors qu'un contrat de travail pourrait le déterminer par écrit, il faut faire appel aux asymétries d'information. Les salariés connaissent leurs compétences, mais les employeurs les ignorent avant l'embauche. Les compétences des travailleurs sont hétérogènes pour des raisons liées à des caractéristiques inobservées chez les individus, un goût pour l'effort, adaptabilité, etc. L'objectif du département du personnel est de sélectionner les personnes les plus adaptées pour chaque poste compte tenu du salaire offert. En général, les asymétries d'information impliqueront que les entreprises doivent offrir des salaires supérieurs au salaire qui équilibre l'offre et la demande. Si le salaire est plus élevé que celui offert par les autres entreprises, l'entreprise peut attirer un plus grand nombre de salariés et les sélectionner en fonction de ses exigences de recrutement. Par exemple, les entreprises leader sur un marché par rapport à leurs concurrentes ont comme stratégie d'offrir des salaires d'entrée plus élevés afin d'attirer les meilleurs, et ainsi rester leader.

Source : E. Wasmer, *Principes de microéconomie*, Pearson, 2010.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Économie Approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Montrez que des politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale peuvent permettre de lutter contre le chômage.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

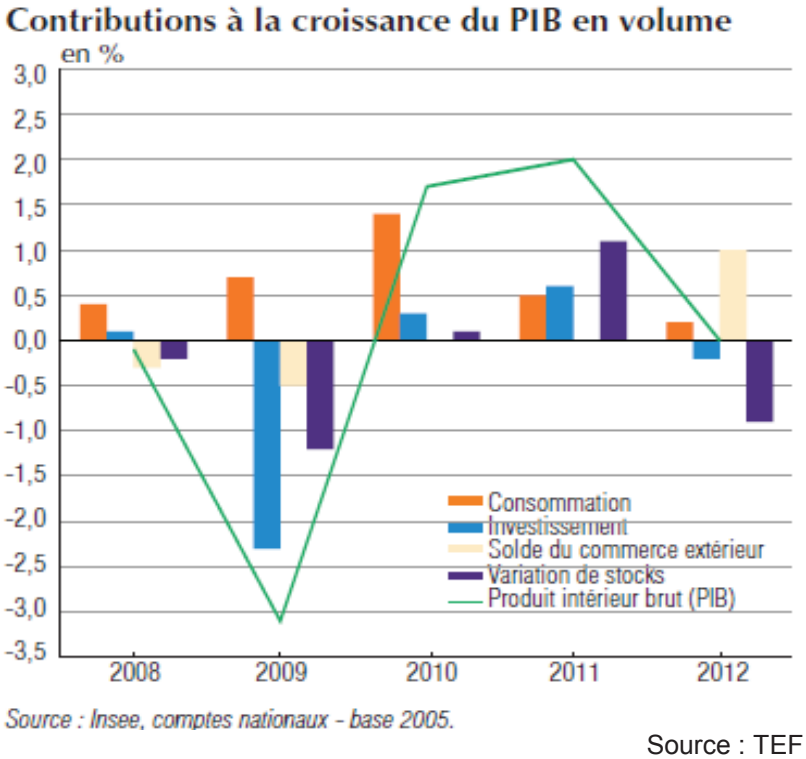
Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Quelle a été la contribution de la consommation à la croissance en 2010 (document 1) ?

Questions complémentaires de connaissances

2. Distinguez régime de retraite par répartition et régime de retraite par capitalisation. (3 points)
3. Présentez deux instruments de régulation des marchés financiers. (4 points)

Document 1



Source : TEF 2014, INSEE 2014.

Document 2

Keynes affirme que l'Etat doit intervenir pour corriger les déséquilibres du système. Ainsi, en cas de sous-emploi, l'Etat doit mener une politique de relance afin d'augmenter la demande effective. Les deux principales composantes de la demande sont l'investissement (compris dans un sens large ce sont les achats en biens de production des entreprises) et la consommation.

[…] Keynes met l'accent sur la politique monétaire et sur la nécessité d'opter pour des taux d'intérêt faibles de façon à relancer l'investissement. Il considère qu'en raison du « paradoxe de la pauvreté au sein de l'abondance », l'Etat doit favoriser de plus en plus l'investissement. En effet plus une nation est riche, plus la propension à consommer est faible et donc plus il est nécessaire que l'investissement soit élevé pour que la demande (consommation et investissement) soit suffisante pour maintenir, voire augmenter, le niveau de la production et donc de l'emploi.

Puisque les entreprises ne sont incitées à investir que lorsque le taux d'intérêt est inférieur au taux de profit, la seule solution durable pour favoriser l'investissement est de baisser fortement le taux d'intérêt.

Source : Marc Montoussé, *Nouvelles théories économiques*, collection Thèmes et débats, Bréal, 2002.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.
Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

Enseignement OBLIGATOIRE ET DE SPECIALITÉ Economie approfondie
(Coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

QUESTION PRINCIPALE (10 POINTS) :

Quels sont les effets d'une politique de flexibilisation du marché du travail sur le niveau du chômage ?

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES (10 POINTS) :

Question complémentaire de savoir-faire (3 points)

1. Existe-t-il une corrélation entre le taux de chômage et la proportion de contrat à durée déterminée dans la population active âgée de plus de 15 ans ? (document 1).

Questions complémentaires de connaissances

2. Donnez un exemple d'abus de position dominante. (3 points)
3. Expliquez ce qu'est l'aléa moral. (4 points)

Document 1 :

Statut, type de contrat et taux de chômage selon l'âge en 2011 (en % et en milliers)

	15-24 ans	25-49 ans	50 ans ou plus	Ensemble des 15 ans ou plus
Non-salariés	**2,7**	**10,7**	**16,9**	**11,6**
Salariés dont	**97,3**	**89,3**	**83,1**	**88,4**
Intérimaires	*7,1*	*2,0*	*0,7*	*2,1*
Apprentis	*15,7*	*0,1*	*0,0*	*1,4*
Contrats à durée déterminée(1)	*27,0*	*7,6*	*4,5*	*8,4*
Contrats à durée indéterminée(2)	*47,5*	*79,6*	*77,9*	*76,4*
Ensemble des emplois	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectif (en milliers)	**2 219**	**16 693**	**6 866**	**25 778**
Taux de chômage	**22**	**8,4**	**6,5**	**9,2**

Lecture : en moyenne en 2011, 16,9 % des personnes de 50 ans ou plus ayant un emploi sont non-salariés.
(1) Y compris les emplois aidés.
(2) Y compris les emplois aidés, les salariés sans contrat, ainsi que les fonctionnaires stagiaires et les titulaires du secteur public.
Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes en emploi de 15 ans ou plus (âge courant).

Source : Insee, enquête Emploi 2011.

Document 2

Favoriser la flexibilité des emplois permettrait :

- Aux entreprises d'adapter plus rapidement leurs besoins en main-d'œuvre aux évolutions de la demande ;
- A certains travailleurs de multiplier les expériences professionnelles et ainsi d'améliorer leur « employabilité » ;
- De limiter l'ancienneté au chômage et la déqualification. Parce que le chômage de longue durée est stigmatisant un emploi précaire améliore les chances d'accès à un emploi stable. […]

Mais la principale rigidité sur le marché du travail concerne sans aucun doute l'existence d'un salaire minimum qui élève les salaires, notamment des jeunes et des travailleurs peu qualifiés, au-dessus de leur niveau de productivité, ce qui réduit le nombre d'emplois rentables.

Les syndicats en faussant les règles de la concurrence entre les travailleurs rigidifient les salaires à la baisse et empêchent le retour à l'équilibre sur le marché du travail.

De manière générale, un meilleur ajustement du facteur travail à l'emploi désiré permet d'améliorer la compétitivité des entreprises.

Ces dernières peuvent réduire leurs coûts de production, améliorer leur compétitivité-prix, gagner des parts de marché et, à terme, créer des emplois.

Source : Patrice Pourcel, *Le chômage*, collection Thèmes et débats, Bréal, 2002.

ÉPREUVE DU SECOND GROUPE DE SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Temps de préparation : **30 minutes** Temps de passage du candidat : **20 minutes**

Chaque sujet comporte quatre questions :

- une question principale sur 10 points s'appuyant sur deux documents,
- une question de savoir-faire (sur 3 ou 4 points),
- deux autres questions sur des notions de base (sur 3 ou 4 points chacune) soit sur des thèmes de tronc commun (élèves suivant la spécialité mathématiques) soit sur des thèmes de spécialité d'économie approfondie ou de sciences politiques et sociales (en fonction de votre spécialité).

Quand vous entrez dans la salle, veuillez présenter votre convocation ainsi qu'une pièce d'identité.
Vous aurez le choix entre deux sujets dont la question principale porte sur des thèmes différents.
Il ne faut pas écrire sur le sujet : celui-ci sera rendu au correcteur à la fin de l'interrogation.

Bon travail.

Extrait du Bulletin officiel spécial n° 7 du 6 octobre 2011
Baccalauréat général, série économique et sociale : épreuve obligatoire de sciences économiques et sociales et épreuves de spécialité d'économie approfondie et de sciences sociales et politiques, à compter de la session 2013

« *Épreuve orale de contrôle*
Durée : 20 minutes - Temps de préparation : 30 minutes
Le candidat a le choix entre deux sujets dont les questions principales portent sur des champs différents du programme (science économique ; sociologie ; regards croisés).
La question principale, notée sur 10 points, prend appui sur deux documents courts, simples et de nature différente (texte de 1 300 signes au maximum ; documents statistiques de 65 données chiffrées au maximum).
Le sujet comporte également trois questions simples, notées sur 10 points, dont l'une, en lien avec l'un des deux documents, porte sur la maîtrise des outils et savoir-faire nécessaires et dont les deux autres permettent de vérifier la connaissance par le candidat des notions de base figurant dans d'autres thèmes du programme. Pour les candidats ayant suivi l'un des enseignements de spécialité économie approfondie et sciences sociales et politiques, ces deux questions concernent obligatoirement cet enseignement. »

Sciences économiques et sociales

GRILLE D'ÉVALUATION DE L'ÉPREUVE ORALE (2014)
ENSEIGNEMENT SPÉCIFIQUE / DE SPÉCIALITÉ

NOM, PRÉNOM :

Heure début préparation :	*Heure début interrogation :*	*Heure fin interrogation :*

Numéro sujet retenu :	*Numéro sujet rejeté :*

Questions simples sur 10 points	
1/ Question de savoir-faire *(3 ou 4 points selon les sujets)*	
Maîtrise des outils statistiques : lecture appropriée des données, calculs…	
Les deux questions complémentaires	
2/ *(3 ou 4 points selon les sujets)* • Explicitation du/des concept(s) • « Raisonnement », « mécanisme » avec argumentation cohérente avec la question posée • Illustration éventuellement	
3/ *(3 ou 4 points selon les sujets)* • Explicitation du/des concept(s) • « Raisonnement », « mécanisme » avec argumentation cohérente avec la question posée • Illustration éventuellement	
Question principale sur 10 points	
• Structuration • Utilisation des documents et de la question simple de savoir-faire • Connaissances personnelles • Utilisation appropriée du vocabulaire économique et social • Qualité de l'expression orale • Aptitude à convaincre, à se corriger…	
Questions complémentaires sur le thème	**Valorisation**
Appréciation générale	

N° page/sujet	Intitulé de la question principale (Recueil Économie approfondie)
1 ECO	Quelle est la pertinence du PIB comme indicateur économique ?
2 ECO	Vous montrerez comment la théorie économique explique la croissance.
3 ECO	Vous montrerez comment le progrès technique favorise la croissance économique.
4 ECO	Le PIB est-il un indicateur satisfaisant pour mesurer la croissance économique ?
5 ECO	Vous expliquerez le rôle de la demande dans les mécanismes cumulatifs conduisant à la déflation et à la dépression économique.
6 ECO	Comment expliquer les fluctuations économiques ?
7 ECO	Comment expliquer les fluctuations économiques ?
8 ECO	Comment les variations de la demande globale peuvent-elles expliquer l'instabilité de la croissance ?
9 ECO	Quelles sont les principales explications de l'instabilité de la croissance ?
10 ECO	Comment le libre-échange favorise-t-il les consommateurs et les producteurs ?
11 ECO	Le recours au protectionnisme est-il souhaitable ?
12 ECO	Quels sont les déterminants de la spécialisation internationale ?
13 ECO	Comment expliquer le choix de localisation des firmes multinationales ?
14 ECO	Comment peut-on expliquer les choix de localisation des firmes multinationales?
15 ECO	Expliquez les évolutions du commerce mondial depuis 1950.
16 ECO	Expliquez les stratégies d'internationalisation des firmes multinationales.
17 ECO	Vous montrerez comment les stratégies des firmes multinationales modifient la division internationale du travail.
18 ECO	Vous expliquerez les difficultés de coordination des politiques économiques au sein de l'Union économique et monétaire.
19 ECO	Vous montrerez les difficultés de coordination des politiques économiques dans les pays de l'Union Économique et Monétaire (UEM).
20 ECO	L'adoption de l'Euro ne présente-t-elle que des avantages pour les pays concernés ?
21 ECO	Vous montrerez les difficultés de coordination des politiques économiques au sein de l'Union Européenne.
22 ECO	Vous vous interrogerez sur les difficultés des politiques économiques dans l'Union européenne.
23 ECO	À quelle(s) condition(s) la croissance économique peut-elle être soutenable ?
24 ECO	Montrez que les principaux outils qui permettent de lutter contre le réchauffement climatique sont complémentaires.
25 ECO	Vous montrerez que la croissance économique peut ne pas être soutenable.
26 ECO	Vous analyserez le rôle du marché comme instrument de la politique climatique.
27 ECO	Vous montrerez que la taxation n'est qu'un instrument économique parmi d'autres pour mener une politique climatique.
28 ECO	Montrez que la politique climatique repose sur plusieurs instruments.
29 S	Vous montrerez que les inégalités sont multiformes et cumulatives.
30 S	Vous expliquerez pourquoi la mobilité sociale est limitée.
31 S	Vous analyserez le rôle de l'école dans la mobilité sociale.
32 S	En quoi l'évolution de la structure socioprofessionnelle explique-t-elle la mobilité sociale ?
33 S	Peut-on parler de phénomène de déclassement social ?
34 S	Vous montrerez que l'évolution de la structure socioprofessionnelle influence la mobilité sociale.
35 S	En quoi les évolutions de l'emploi remettent-elles en cause l'intégration sociale ?
36 S	Vous analyserez l'évolution du rôle de la famille dans la cohésion sociale.
37 S	Vous analyserez l'évolution des conflits sociaux en France.
38 S	Vous analyserez la mutation des conflits sociaux.
39 S	Vous montrerez comment les conflits sociaux participent à l'intégration sociale.
40 RC	Comment la redistribution peut-elle contribuer à la justice sociale ?
41 RC	La fiscalité en France contribue-t-elle à plus de justice sociale ?
42 RC	Expliquez comment se détermine le niveau des salaires.
43 RC	Présentez l'analyse néoclassique du marché du travail.
44 RC	Montrez que la segmentation du marché du travail et le salaire d'efficience permettent d'expliquer la formation du salaire réel.
45 RC	Quels sont les principaux déterminants de la fixation du taux de salaire réel ?
46 RC	Quelles sont les limites du modèle néo-classique de base concernant le fonctionnement du marché du travail
47 RC	Montrez que des politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale peuvent permettre de lutter contre le chômage.
48 RC	Quels sont les effets d'une politique de flexibilisation du marché du travail sur le niveau de chômage ?
page 49	Affichage de la porte
page 50	Grille indicative d'évaluation
page 51	Liste des sujets